MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE
ET DES FINANCES
RÉPUBLIQUE DU BÉNIN

DIRECTION NATIONALE
DU CONTROLE FINANCIER
Tél : 21 30 10 20 - Fax : 21 30 18 51
01 BP : 302 COTONOU - ROUTE DE L'AÉROPORT
www.controlefinancier.bj

RAPPORT ANNUEL D'ACTIVITES DE LA DIRECTION NATIONALE DU CONTRÔLE FINANCIER AU 31 DECEMBRE 2021

31 DECEMBRE 2021

GESTION DES MODIFICATIONS

Version	Date de la version	Nature de la modification
Indice A	**28/03/2022**	**Rédaction du rapport**

	Rédacteur	Vérificateur	Approbateur
Noms	**ABDOULAYE Z. Salim**	**Protus Djidjoho DAH ADANLIENCLOUNON**	**J. Eric Georges YETONGNON**
Fonction	**C/SSI**	**Directeur de la Gestion des Ressources**	**Directeur National du Contrôle Financier**
Date			
Visa			

SOMMAIRE

GESTION DES MODIFICATIONS **2**

SOMMAIRE **4**

INTRODUCTION **5**

I. TENUE DE LA COMPTABILITE DES DEPENSES 7

II. POINT DES ECONOMIES REALISEES 8

A. POINT DES ECONOMIES REALISEES SUR LES DOSSIERS DE GRE A GRE APRES AVIS D'HOMOLOGATION DE PRIX DONNE PAR LA DIRECTION NATIONALE DU CONTROLE FINANCIER 9

B. POINTS DES ECONOMIES REALISEES SUR LES DOSSIERS DE COMMANDES APRES AVIS D'HOMOLOGATION DE PRIX DE LA DNCF 9

C. LES ECONOMIES ENREGISTREES SUR LES REJETS DE DOSSIERS 9

III. ENGAGEMENT EN DEPASSEMENT DE CREDITS 10

IV. SITUATION DES FONDS TRANSFERES AUX AGENCES 10

V. SYNTHESE DES SEANCES D'APPUI-CONSEILS 10

VI. IRREGULARITES ET RISQUES 11

A. IRREGULARITES 11

B. RISQUES 12

VII. SYNTHESE DES OBSERVATIONS SUR L'UTILISATION DU RPR 13

VIII. SYSTEME D'ENCADREMENT DES MISSIONS OFFICIELLES (SEMO) 13

IX. SYSTEME DE COSTING PAR LE REFERENTIEL (SYCOREF) 14

X. RECOMMANDATIONS 15

XI. DIFFICULTES RENCONTREES ET SUGGESTIONS 18

A. DIFFICULTES RENCONTREES 18

B. SUGGESTIONS 20

CONCLUSION **21**

ANNEXE **22**

TABLE DES MATIERES **81**

INTRODUCTION

La Direction Nationale du Contrôle Financier est directement rattachée au Ministre de l'Economie et des Finances et régi par l'arrêté n°2908-c/MEF/DC/SGM/DNCF/SP/301SGG21 du 26 octobre 2021. Elle a pour mission d'assister le Ministre chargé des Finances dans le contrôle permanent des finances de l'Etat, des collectivités locales, des établissements publics et semi-publics, des postes diplomatiques et consulaires et d'une manière générale de tous organismes publics.

A ce titre, elle est chargée :

- d'effectuer un contrôle a priori portant sur la régularité budgétaire, juridique et financière des opérations de dépense du Budget de l'Etat et des budgets annexes ;
- de donner son avis motivé sur les projets de lois, de décrets, d'arrêtés, de contrats et de tous actes soumis au contreseing ou à l'approbation du Ministre de l'Economie et des Finances et ayant une incidence financière ;
- de participer à l'identification et à la prévention des risques financiers ainsi qu'à l'analyse des facteurs explicatifs de la dépense et du coût des politiques publiques ;
- de vérifier le caractère sincère des prévisions de dépenses ;
- de contrôler le document annuel de programmation budgétaire initial, les documents prévisionnels de gestion, leurs modifications en cours de gestion ainsi que les projets d'actes d'affectation de crédits d'engagement de dépenses ;
- d'examiner les comptes rendus d'utilisation des crédits et des emplois ;
- d'examiner les projets de contrats de marchés, de délégations de service public et de baux administratifs initiés par les ministères et institutions de l'Etat, organismes publics et soumis à l'approbation du ministre chargé des finances et des ordonnateurs au regard de l'imputation de la dépense, de la disponibilité des crédits, de l'applications des dispositions d'ordre financer, des lois et règlements, de leur conformité avec les autorisations parlementaires et des conséquences que les mesures proposées peuvent avoir sur les finances publiques ;

- d'étudier tous les projets d'actes administratifs relatifs à la carrière des agents de l'Etat ;
- de coordonner les travaux d'élaboration du répertoire des prix de référence à l'usage de l'administration publique et de veiller à son amélioration constante et à son actualisation périodique ;
- de concevoir et de mettre en place un système de suivi de l'utilisation du répertoire des prix de référence, notamment à travers des rapports mensuels spécifiques des Délégués du Contrôleur Financier permettant d'apprécier la disparité des prix appliqués au sein de la même administration, ou entre les diverses administrations, et de prendre des mesures appropriées.

Par ailleurs, la Direction Nationale du Contrôle Financier assure conjointement avec d'autres structures, la représentation du Ministre chargé des Finances au sein de tous conseils, comités et commissions relatifs aux finances publiques.

Le présent rapport rend compte des activités menées par la Direction Nationale du Contrôle Financier au cours de l'année 2021. Il s'articule comme suit :

I. Tenue de la comptabilité des dépenses
II. Point des économies réalisées
III. Engagement en dépassement de crédits
IV. Situation des fonds transférés aux agences
V. Synthèse des séances d'appui-conseils
VI. Risques et irrégularités constatés
VII. Synthèse des observations sur l'utilisation du RPR
VIII. Système d'encadrement des missions officielles (SEMO)
IX. Système de Costing par le Référentiel (SYCOREF)
X. Recommandations
XI. Difficultés rencontrées et suggestions.

I. TENUE DE LA COMPTABILITE DES DEPENSES

La situation globale de consommation du budget sur un exercice est l'ensemble des dépenses engagées au cours de la gestion budgétaire par les ministères et institutions de l'Etat. Les points détaillés des données relatives à l'exécution du budget au cours de cette gestion 2021 sont retracées dans le **tableau n° 1 en annexe** :

ANALYSE DU TABLEAU N°1 :

Au titre de l'exercice 2021, sur un budget global de **684 352 169 656** FCFA alloué aux structures contrôlées, il ressort à l'analyse du **tableau n° 1** ci-dessus que le taux base engagement est en moyenne de **88,95 %** dans les ministères, institutions de l'Etat et départements pour un taux moyen d'ordonnancement de **84,99 %**. Deux structures contrôlées ont enregistré des taux de consommation assez faibles. Il s'agit notamment du **Ministère des Petites et Moyennes Entreprises et de la Promotion de l'Emploi (MPMEPE) : 33,48%** et du **Ministère de l'Economie et des Finances (MEF) : 47,35%.**

En effet, **le faible taux base engagement** du **MPMEPE** s'explique d'une part par la suppression courant exercice 2021 par le Gouvernement, de certaines agences (OEF et l'OBSVJ) dont les dotations n'ont pu être engagées. D'autre part, cette baisse est due à l'inscription du Programme Spécial d'Insertion dans l'Emploi (PSIE) d'un montant de **six milliards deux cent quatre-vingt-dix-huit millions huit cent trente-neuf mille (6 298 839 000)** francs CFA **dans le budget du MPMEPE et dont la gestion et les écritures comptables ne transparaissent pas dans les livres du Ministère.**

Pour ce qui concerne le **MEF,** contrairement à la ligne **63** qui a connu un arrêté en dépassement occasionnant un taux de plus de 100%, le **taux base engagement du MEF** de **47,35%** n'a pu atteindre la cible de performance à cause de la ligne 64. En effet, la ligne 64 qui a une dotation de plus de 7 milliards dont à peine deux (02) milliards ont été consommés.

Par ailleurs, les taux les plus forts sont constatés :

- au **Ministère de l'Energie (122,69% base engagement et 113,67% base ordonnancement)** à cause de l'autorisation exceptionnelle de dépassement de crédit accordée à ce ministère. En effet, Le budget de ce Ministère a été renforcé durant le début du 4ème trimestre par le vote de la loi N°2021-10 portant loi de finances rectificative qui a permis de bénéficier d'un crédit complémentaire de 20 014 645 990 FCFA régularisant ainsi les crédits obtenus en dépassement ;

- au **Ministère de la Justice et de la Législation (116,61% base engagement et 106,07% base ordonnancement)** dû à l'autorisation exceptionnelle de dépassement de crédit accordée à ce ministère pour apurer les dettes en cours.
- au **Ministère des Sports et des Loisirs (106,49% base engagement et 94,62% base ordonnancement).** En effet, il est noté un écart positif de 6 points au dernier trimestre 2021 suite à l'autorisation d'engagement en dépassement sur la ligne 64 des crédits répartis de la Direction des Sports d'Elite (DSE) ;

- à la **Présidence de la République** avec des taux base engagement et ordonnancement de **100%** ;

- dans le **département des Collines** avec des **taux base engagement de 98,80%** et **base ordonnancement de 99,10%.**

II. POINT DES ECONOMIES REALISEES

Trois types d'économies sont réalisées au cours de la gestion budgétaire 2021 et s'élèvent globalement à un montant de **3 394 827 829 FCFA** comparativement à celles de l'exercice 2020 qui était de **1 621 980 535**, soit une hausse de **1 772 847 294 FCFA.** Les détails sont résumés dans les **tableaux n°2, 3 et 4 en annexe.**

A. Point des économies réalisées sur les dossiers de gré à gré après avis d'homologation de prix donné par la Direction Nationale du Contrôle Financier

Le traitement des dossiers par **procédure de gré à gré** soumis à l'homologation du Directeur National du Contrôle Financier ont permis de dégager, en référence à la mercuriale des prix, une économie de **cent trente-deux millions quatre-vingt-sept mille quatre cent trente-sept (132 087 437) FCFA.** Le détail est présenté dans le **Tableau n°2 en annexe.**

B. Points des économies réalisées sur les dossiers de commandes après avis d'homologation de prix de la DNCF

Le traitement des **dossiers de commande publique soumis à l'homologation des prix du Directeur National du Contrôle Financier** ont permis de faire à l'Etat, sur des requêtes de montant total de **sept milliards six millions deux cent soixante-sept mille deux cent soixante-dix-neuf (7 006 267 279) francs CFA** relatifs à diverses natures de commandes publiques, une économie d'**un milliard deux cent millions deux cent vingt mille deux cent et un (1 200 220 201) FCFA** au cours de l'année 2021. Le point desdites économies est présenté dans le **Tableau n°3 en annexe**.

C. Les économies enregistrées sur les rejets de dossiers

Dans l'exécution des dépenses publiques, plusieurs dossiers de contrats de marchés ont été rejetés pour divers motifs. La comptabilisation de ces rejets ont permis de dégager pour la caisse de l'Etat, un montant total de **deux milliards soixante-deux millions cinq cent vingt mille cent quatre-vingt et onze (2 062 520 191) FCFA.** Le résumé de ces rejets est présenté dans le **Tableau n°4 en annexe**.

III. ENGAGEMENT EN DEPASSEMENT DE CREDITS

Au titre de la gestion 2021, le Ministère des Sports **(MSp)**, le Ministère du Cadre de Vie et du Développement Durable **(MCVDD),** le Ministère de l'Energie **(ME),** la Cour Constitutionnelle **(CC)**, le Conseil Economique et Social **(CES)**, le Ministère de l'Agriculture, de l'Elevage et de la Pêche **(MAEP),** le Ministère du Tourisme, de la Culture et des Arts **(MTCA),** le Ministère de la Santé **(MS),** le Ministère de la Justice et de la Législation **(MJL)**, le Ministère de l'Economie et des Finances **(MEF)** et le Ministère du Numérique et de la Digitalisation **(MND)** ont bénéficié chacun, d'une autorisation d'engagement en dépassement de crédits pour un montant total de **cent milliards six cent quatre-vingt et un millions cinq cent soixante-dix mille six cent trois (100 681 570 603) Francs CFA**. Ces Différents engagements en dépassement de crédits sont présentés dans le **Tableau n°5 en annexe**.

Ces crédits sont destinés au financement de diverses activités en vue d'atteindre les objectifs fixés par les réformes contenues dans le Programme d'Actions du Gouvernement (PAG).

IV. SITUATION DES FONDS TRANSFERES AUX AGENCES

Les fonds transférés aux agences venant des structures contrôlées se résument dans le **tableau n°6 présenté en annexe**.

V. SYNTHESE DES SEANCES D'APPUI-CONSEILS

Dans le cadre du dialogue de gestion au niveau des structures contrôlées au cours de la gestion 2021, la Direction Nationale du Contrôle Financier a tenu des séances d'appui-conseils en vue de favoriser une meilleure consommation des crédits et une appropriation adéquate des procédures d'exécution du Budget Général de l'Etat. Ces différentes séances ont porté essentiellement sur :

- le décryptage des instructions et modalités d'exécution du budget de l'Etat gestion 2021 ;

- les principales instructions et modalités d'exécution du budget de l'état, gestion 2021 (exécution en double commande, innovations, recommandations et interdictions etc.)
- les nouvelles mesures contenues dans l'annexe de la lettre circulaire n°002-C/MEF/DC/SGM/DGB/ DPSELF/SPSB du 05 janvier 2021 portant notification de la répartition des crédits ouverts au budget de l'Etat, gestion 2021 ;
- les incohérences relevées dans les différents dossiers d'engagement soumis au visa des contrôleurs financiers ;
- les mesures appropriées pour une gestion efficiente des marchés de prestations récurrentes (entretien et nettoyage de locaux, gardiennage, maintenance..) ;
- la formation des gestionnaires de crédits de tous les ministères, institutions de l'Etat et des Directions départementales sur le SYCOREF et son déploiement ;
- l'élaboration des fiches de financement ;
- le processus de validation des articles non répertoriés.

VI. IRREGULARITES ET RISQUES

A. Irrégularités

Des irrégularités constantes s'observent dans le fonctionnement des structures contrôlées.

Ces irrégularités appellent des recommandations dont la mise en application contribuerait à l'amélioration de la gestion des finances publiques. Elles sont résumées essentiellement comme suit :

- ❖ exécution de dépenses relatives au seuil de dispense et demandes de cotation sans visa préalable du DCF ; (dans certaines communes)
- ❖ non implication du CF dans la préparation des documents budgétaires ;
- ❖ non respect des dispositions du code des marchés publics et de ses décrets d'application ;

- retard dans la finalisation en début du mois de mars du PTA engendrant de facto, le démarrage tardif des activités prévues au PTA ;
- mauvais montage des dossiers envoyés à la délégation par les services compétents de l'ordonnateur et/ou de sa PRMP ; ce qui entraine les différés pour bon nombre de dossiers ;
- accumulation et l'envoi d'une masse importante de dossiers de toutes natures au même moment et dans l'attente de leur récupération sans délai ; cet état de chose est accentué lors du dernier trimestre de l'année ; ce qui entraîne des risques d'erreurs dans le traitement des dossiers ;
- redondance de certaines activités ;
- mauvais remplissage des fiches d'engagement ;
- exécution d'un nombre élevé de dépenses par procédure de demande de cotation et en seuil de dispense ; ce qui ne permet pas d'apprécier réellement la mise en concurrence ; déjà que les seuils de dispense ne figurent pas au PPMP ;
- mauvaise imputation de certaines dépenses ;
- détournement d'objet et mauvaise évaluation des besoins de carburant.

B. Risques

Au nombre des risques liés aux irrégularités constatées, il ressort notamment :

- la non capitalisation des observations par les acteurs (***risque de la non productivité de gain, de non efficacité…)*** ;
- la redondance de certaines activités (**risque de détournement de deniers publics, risque de fraude**) ;
- la passation d'un nombre élevé de contrats par demande de cotation et par seuil de dispense (**risque de saucissonnement des marchés ; risque de non observance de la mise en concurrence des candidats) ;**
- le risque de surfacturation.

VII. SYNTHESE DES OBSERVATIONS SUR L'UTILISATION DU RPR

Au niveau de cette rubrique, l'accent sera mis sur les incohérences relevées au niveau du répertoire des prix de référence et les autres observations éventuelles dans sa mise en œuvre.

On remarque que les différents plans de passation annuels de marchés publics, surtout au niveau des autorités contractantes des Communes, sont élaborés en tenant compte de façon systématique des prix indicatifs du Répertoires des Prix de Référence. De ce fait, ces différents contrats ne présentent plus de grands écarts par rapport au Répertoire.

Toutefois, la tendance à recourir aux articles ne se trouvant pas dans le Répertoire est très prononcée alors que les instructions et modalités d'exécution du Budget Général de l'Etat gestion 2021 prescrivent la priorité aux articles du Répertoire.

Cependant, la DNCF a repéré de nouveaux produits ne figurant pas au RPR dont le point est retracé dans le **tableau n°7 en annexe**.

VIII. SYSTEME D'ENCADREMENT DES MISSIONS OFFICIELLES (SEMO)

L'exploitation du Système d'Encadrement des Missions Officielles (SEMO) pour l'édition des Ordres de Mission (OM) est une réalité depuis son déploiement. Quelques avantages valent la peine d'être ressortis :

- depuis la mise en place de cet outil de travail, les doublons d'ordre de mission n'existent presque plus, car le système ne le permet pas.
- il permet aux gestionnaires de visualiser dans le SEMO les ordres de missions visés par la Délégation du Contrôle Financier avant de procéder au paiement des frais y afférents.
- l'outil a permis de régler aussi les conflits d'ordre de mission (OM) au niveau des gestionnaires de crédits.

- les ordres de missions étant désormais édités dans le SEMO, la probabilité de double enregistrement des participants aux activités de terrain est faible.

IX. SYSTEME DE COSTING PAR LE REFERENTIEL (SYCOREF)

Afin d'aider les ministères, institutions de l'Etat et les collectivités locales à s'adapter à la nécessité d'un contrôle budgétaire en rapport avec les exigences de la LOLF, la Direction Nationale Contrôle Financier (DNCF) a réalisé une plateforme d'aide à la planification budgétaire dénommée « **Système de Costing par le Référentiel** » (**SYCOREF**).

Application WEB développée par la Direction des Systèmes d'Informations du Ministère de l'Economie et des Finances sur l'initiative de la DNCF, le SYCOREF permet d'aider les gestionnaires de crédits à évaluer les coûts et planifier le budget des activités inscrites dans leurs Plans de Travail Annuels (PTA) sur la base des prix indicatifs du Répertoire des Prix de Référence (RPR) à l'usage de l'Administration.

Cette Plateforme vise essentiellement à :

- fiabiliser l'évaluation des prévisions budgétaires ;
- faciliter la planification des dépenses publiques ;
- obtenir automatiquement la fiche de financement liée à chaque activité ;
- vérifier le caractère sincère des prévisions de dépenses ;
- recevoir automatiquement les demandes d'homologation des articles ;
- améliorer le temps de réponse des articles à homologuer ;
- gérer efficacement la prévision des frais de mission ;
- adopter une bonne pratique dans la gestion des carburants.

A ce jour, tous les ministères et institutions de l'Etat sont formés au **SYCOREF** qui est déjà déployé au niveau des gestionnaires de crédits.

X. RECOMMANDATIONS

Pour une bonne exécution du budget à venir, il serait souhaitable de prendre en comptes les recommandations ci-après :

- IGM et DAF doivent rappeler à l'ordre les différents acteurs et veiller à la tenue des registres de matières de carburant et définir le mécanisme de valorisation et de prise en compte des reliquats de carburant sur gestion antérieure ;

- initier des formations à l'endroit des acteurs de la chaîne de dépense par rapport au nouveau code des marchés publics et ses décrets d'application afin de favoriser l'appropriation des nouveautés et réformes introduites dans le processus de passation des commandes publiques ;

- renforcer et dynamiser le dispositif de contrôle interne et hiérarchique au niveau des services de l'Ordonnateur délégué et des Responsables de programme pour favoriser la qualité des dossiers et la célérité dans le traitement afin de limiter les observations au niveau de la Délégation du Contrôle Financier.

Par ailleurs, et dans le cadre des traitements des dossiers soumis au visa du DNCF, de ses Directeurs techniques et des Contrôleurs Financiers (CF), les agents traiteurs doivent veiller suivant le type de dossier soumis à leur étude au respect des dispositions ci-après :

- **Mandatement des dépenses liées aux locations de véhicules administratifs**

  - Il est judicieux de veiller à l'obtention de l'autorisation du MEF pour le remboursement des dépenses liées aux locations de véhicules administratifs effectuées avant 2016 ;
  - Pour les dépenses liées à l'utilisation des véhicules issus d'un contrat de leasing, il faut s'assurer que ces dépenses ont été prévues au PTA.

- **Traitement des ordres de mission**

Il faudra s'assurer que tout ordre de mission soumis au visa du DNCF et de ces Contrôleurs Financiers a été édité et enregistré dans SEMO et accompagné des actes l'y autorisant.

- **Suivi des Ordres de Paiement**

Il est constaté au niveau des OP relatifs aux évacuations sanitaires des montants très élevés pour le traitement de certains malades. Les OP étant établis sur la base des devis estimatifs des hôpitaux, il y est souvent inscrit des traitements voir des médicaments très coûteux pour des prises en charge sur plusieurs mois. Il serait recommandé d'effectuer une enquête vers les bénéficiaires pour s'assurer de ce que ces derniers bénéficient effectivement desdits traitements.

- **Nomination des agents comptables et accréditation des DAF des agences et institutions de l'Etat**

Il faut s'assurer du respect des dispositions de la loi n° 2020-20 du 02/09/2020 portante création, organisation et fonctionnement des entreprises publiques en République du Bénin.

- **Etude des marchés publics**

Il faut s'assurer du respect des dispositions de la loi n° 2020-26 du 29/09/2020 portant code des marchés publics en République du Bénin.

A cet effet, il faudra veiller pour :

- les marchés relatifs aux fournitures et équipements de bureaux, que les prix et les caractéristiques des articles sont conformes au répertoire des prix ;
- les marchés relatifs aux formations, restaurations et location de salle, que les montants des honoraires, des pauses café, pause déjeuner et location de salles respectent les prix fixés au répertoire des prix.

- **Arrêtés portant réallocation de crédits**

Il faudra faire respecter :

- le principe de fongibilité ;
- l'obligation de la production de l'Avis de Non Objection (ANO) dans le cas des projets et programmes.

➢ **Constats liés à la mise en œuvre du leasing et à l'utilisation des véhicules administratifs**

Il est constaté au niveau de l'administration publique l'affectation tous azimuts des véhicules issus de contrat leasing. Des investigations s'imposent afin d'apprécier les conditions d'octroi desdits véhicules et faire suivre les recommandations à formuler à l'Autorité pour une utilisation rationnelle et judicieuse desdits matériels.

➢ **Propositions de réformes pour l'amélioration de la gestion des finances publiques**

Il s'agit ici de renforcer certains aspects de la gestion des finances publiques :

- les formations à l'endroit des acteurs afin que les dispositions du décret portant indemnités des frais de mission à l'intérieur soient respectées ;
- la responsabilisation des acteurs de la chaîne d'exécution des dépenses publiques quant à l'assainissement des finances publiques ;
- le respect strict des différentes procédures d'exécution des dépenses publiques ;
- la discipline budgétaire globale ;
- l'intervention du Contrôle Financier en amont du processus d'exécution de la dépense, qui évitera a priori d'engager des procédures financières irrégulières ou négatives pour les finances publiques ;
- l'allocation des ressources en fonction des priorités stratégiques retenues par le gouvernement ;
- l'efficacité et l'efficience des dépenses ;
- l'institution de la transmission au Directeur National du Contrôle Financier (DNCF), des rapports annuels de performance, des résultats d'exécution budgétaire et comptable ;

- l'obligation faite à tout gestionnaire de crédit, avant tout engagement de crédits votés par le parlement, de présenter le :
  - Plan de Travail Annuel (PTA) qui regroupe l'ensemble des actions déclinées en activités et en tâches, indiquant le niveau de crédits nécessaires à ses réalisations. Ce PTA doit obligatoirement être édité et généré du SYCOREF à partir de l'exercice 2022 ;
  - Plan de Consommation de crédits (PCC) orientant sur les périodes précises de sollicitation de crédits pour l'exécution des activités ;
  - Plan de Passation des Marchés Publics (PPMP) indiquant avec détail les marchés à passer au cours de l'exécution du budget. Le PPMP doit être généré du SYCOREF à partir de l'exercice 2022 ;
  - plan d'opérationnalisation qui n'est que les PTA des projets à exécuter.
- le renforcement des capacités du personnel.

XI. DIFFICULTES RENCONTREES ET SUGGESTIONS

L'exécution du budget des structures contrôlées au titre de la gestion 2021 n'est pas restée sans difficultés. Elles se résument ainsi qu'il suit suivi des suggestions adéquates.

A. Difficultés rencontrées

1. Difficultés rencontrées avec les structures contrôlées

Les difficultés rencontrées avec les structures concernent notamment :

- le non-respect du répertoire des prix de référence par certaines structures ;
- le retard dans la validation des outils de gestion (PTA, PPM, PCC), ce qui retarde le démarrage effectif des activités durant le 1er trimestre ;

- le manque de rigueur dans le traitement des dossiers par les acteurs conformément aux dispositions qui fondent la nature des dossiers ;
- la mauvaise appréciation des coûts d'une bonne partie des contrats passés et attribués sur la base de l'option **d'évaluation par article** faite par les commissions de passation ; cet état de chose pourrait engendrer le risque de non-exécution des marchés ;
- la non-production des fiches d'évaluation pour les avancements des agents contractuels de l'État ;
- le conflit de compétence dans l'application du décret n°2004-627 du 10 novembre 2004 portant transfert de certaines attributions du Ministre chargé de la fonction publique aux Ministres en charge de l'éducation nationale en matière de gestion des personnels enseignants au Bénin ;
- le non-respect des dispositions relatives au reclassement dans les différents corps des chercheurs de rang doctoral ;
- le défaut de lettre d'autorisation de signature des contrats de travail à durée indéterminée ;
- le défaut de lettre d'autorisation de détachement du ministre du Travail et de la Fonction Publique pour les Agents de l'Etat nommés ou mis à disposition des Agences.

2. Difficultés propres à la Direction Nationale du Contrôle Financier

Elles concernent notamment :

- le défaut de contrôleurs budgétaires pour la couverture du contrôle de l'exécution des dépenses publiques dans les soixante-dix-sept communes du Bénin ;
- le manque de matériels et d'équipements de bureau pour le personnel ;

- le manque de formation des contrôleurs budgétaires pour mieux faire face aux nouvelles réformes induites par la LOLF ;
- le manque de bâtiments administratifs et de logement des Contrôleurs Financiers auprès des départements ;
- le défaut de matériels roulants pour les Contrôleurs Financiers ministériels et institutionnels ;
- le défaut d'installation de SUNKWE à la DNCF pour la vérification et le traitement diligents des actes de carrière des Agents de l'Etat.

B. Suggestions

- renforcer l'effectif de la DNCF en personnel de qualité (contrôleurs budgétaires) ;
- équiper le personnel en matériels de bureaux adéquats ;
- organiser une formation sur le SYCOREF au profit de tous le personnel de la DNCF aux fins de mieux les outiller au service des structures contrôlées ;
- organiser les séances d'échanges sur les procédures d'exécutions des dépenses publiques avec les autres acteurs de la chaine d'exécution des dépenses publiques ;
- organiser les formations qualifiantes pour le renforcement des capacités du personnel ;
- programmer des formations de renforcement de capacité des cadres dans les domaines couvrant les activités de la direction ;
- impliquer la Direction Nationale du Contrôle Financier dans les instances de prise des projets de lois et autres textes réglementaires qui impactent la carrière des agents de l'Etat ;
- organiser des séances de sensibilisations au profit des Autorités contractantes dans le but de limiter le nombre de rejets toute chose qui faciliterait le traitement des dossiers dans les délais raisonnables et permettra d'accélérer le rythme de consommation des crédits.

CONCLUSION

Au cours de l'année 2021, plusieurs natures de dossiers ont été traitées par La Direction Nationale du Contrôle Financier à savoir les titres d'engagements et de paiements ainsi que les actes d'engagements et autres actes administratifs à incidence financière. Il faut dire que la Direction Nationale du Contrôle Financier s'évertue toujours dans la démarche participative d'accompagnement de l'ordonnateur avec en priorité l'explication des motifs de différés et de rejet suivis de la proposition des pistes de satisfaction des observations.

La Direction Nationale du Contrôle Financier n'a ménagé aucun effort pour mettre la pression sur les DAF, DPP, PRMP, CCMP et Chefs de Services Financiers à divers niveaux afin qu'ils prennent la mesure des choses pour l'atteinte des taux de performance budgétaire souhaités. Elle entend ainsi favoriser et entretenir une nouvelle relation directe, avec ces principaux acteurs ainsi que tous les gestionnaires de crédits et Responsables de Programme, davantage fondée sur la confiance réciproque, le dialogue de gestion et la responsabilité.

A cet effet, elle reste dans la dynamique d'accompagner efficacement l'ensemble des acteurs de la chaîne des dépenses publiques pour l'atteinte des objectifs assignés aux structures contrôlées.

De façon certaine, la gestion budgétaire 2021 s'achève avec de nombreux défis à relever pour la gestion 2022 avec le passage à la gestion en mode budget-programme et la mise en œuvre du SIGFP qui implique des capacités d'adaptation des acteurs aux nouveaux outils de gestion tels que le SYCOREF.

Par ailleurs, la DNCF doit renforcer son effectif afin de mieux impacter l'ensemble de son champ d'intervention dans le contrôle des dépenses publiques. Il est important pour l'amélioration de la gestion des finances publiques d'assurer aussi l'indépendance et l'inamovibilité des Contrôleurs Financiers afin de valoriser la fonction de Contrôleur financier.

ANNEXE

TABLEAU N°1 : Tenue de la Comptabilité des Engagements

MINISTERE /INSTITUTION	DOTATION	ENGAGEMENT	ORDONANCEMENT	OP	Taux Eng	Taux Ordon	Taux OP
COUR SUPREME	3 113 246 000	2 857 311 318	2 549 429 770	228 683 750	91,78	81,89	7,35
ATACORA	1 562 293 733	1 471 067 804	1 355 989 416	0	94,16	86,79	0,00
COLLINES	1 062 571 750	1 049 773 676	1 052 969 066	0	98,80	99,10	0,00
ATLANTIQUE	1 553 244 525	1 458 254 193	1 184 037 314	0	93,88	76,23	0,00
BORGOU	1 605 882 272	1 544 655 260	1 560 262 939	0	96,19	97,16	0,00
COUFFO	969 851 787	927 051 086	919 384 365	0	95,59	94,80	0,00
LITTORAL	1 106 711 612	1 058 367 792	1 040 254 979	0	95,63	94,00	0,00
MONO	1 239 864 363	1 212 319 031	1 184 165 256	0	97,78	95,51	0,00
OUEME	1 492 232 062	1 380 432 075	1 351 914 924	0	92,51	90,60	0,00
PLATEAU	981 226 429	943 146 195	909 560 857	0	96,12	92,70	0,00
ZOU	1 465 829 506	1 400 276 790	1 336 030 802	0	95,53	91,15	0,00
HAAC-CES	2 223 404 000	1 973 014 119	1 804 043 389	79 596 500	88,74	81,14	3,58
HCJ	542 593 000	516 590 329	504 479 389	23 697 488	95,21	92,98	4,37
MAEC	5 676 052 000	4 573 544 652	3 875 030 859	344 052 805	80,58	68,27	6,06
MAEP	25 694 531 120	19 790 655 549	18 407 696 219	0	77,02	71,64	0,00
MCVDD	10 922 989 000	9 042 355 691	5 325 632 403	424 708 750	82,78	48,76	3,89
MDC	3 215 101 000	2 965 381 307	2 608 909 434	188 638 562	92,23	81,15	5,87

MDN	50 199 435 000	34 575 947 089	30 123 705 872	461 597 448	68,88	60,01	0,92
ME	3 145 880 000	3 859 606 750	3 575 774 672	125 783 500	**122,69**	**113,67**	4,00
MEF	13 056 956 000	6 182 291 870	4 781 932 766	405 548 960	47,35	36,62	3,11
MEM	1 585 740 000	1 322 419 213	107 056 984	207 154 957	83,39	6,75	13,06
MEMP	128 552 146 000	117 490 559 680	96 379 538 011	1 299 007 000	91,40	74,97	1,01
MESRS	24 749 168 000	22 210 385 166	18 238 435 401	344 603 500	89,74	73,69	1,39
MESTFP	30 461 382 000	20 629 405 097	19 121 511 627	1 229 745 600	67,72	62,77	4,04
MISP	8 917 983 000	7 586 469 493	6 173 835 388	445 665 056	85,07	69,23	5,00
MIT	3 782 290 000	2 696 228 420	2 475 120 325	159 976 000	71,29	65,44	4,23
MJL	7 224 895 000	8 424 753 359	7 663 380 749	0	**116,61**	**106,07**	0,00
MND	2 777 059 536	1 662 012 527	1 443 240 102	86 658 750	59,85	51,97	3,12
MS	30 320 850 000	29 951 679 555	28 014 986 229	463 850 000	98,78	92,40	1,53
MSp	5 141 996 000	5 475 559 381	4 865 470 554	574 287 208	**106,49**	**94,62**	11,17
MTFP	6 662 793 000	5 837 794 755	5 543 881 507	218 739 750	87,62	83,21	3,28
PR	467 277 000	467 277 000	467 277 000	0	**100,00**	**100,00**	0,00
ALIBORI	1 179 025 135	1 099 599 178	1 096 039 678	79 425 957	93,26	92,96	6,74
CAA	225 942 642 000	220 721 265 627	219 220 753 506	18 000 000	97,69	97,02	0,01
DONGA	1 095 899 826	1 070 436 199	1 082 658 766	0	97,68	98,79	0,00
MDC	3 215 101 000	2 965 381 307	26 089 909 434	188 638 562	92,23	811,48	5,87
MPMEPE	12 416 418 000	4 156 752 709	3 968 420 571	154 318 000	**33,48**	**31,96**	1,24
COUR CONSTITUTIONNELLE	1 686 679 000	1 558 670 297	1 483 843 122	74 160 750	92,41	87,97	4,40

MTCA	4 955 835 000	4 404 665 042	3 619 990 421	355 675 000	88,88	73,05	7,18
MTFP	6 662 793 000	5 837 794 755	5 543 881 507	218 739 750	87,62	83,21	3,28
MDGL	42 171 635 000	41 676 785 474	40 884 686 596	373 192 750	98,83	96,95	0,88
MASM	3 552 667 000	2 708 830 097	2 708 830 097	0	76,25	76,25	0,00
TOTAL	**684 352 169 656**	**608 736 766 907**	**581 643 952 266**	**8 774 146 353**	**88,95**	**84,99**	**1,28**

Tableau n°2 : Économie réalisée sur les marchés de Gré à Gré

N°	REFERENCE INTERNE	PRIX PROPOSE	PRIX HOMOLOGUE	ECONOMIE REALISEE
1	N°030c/MEF	473 859 316	342 442 379	131 416 937
2	N°044/MEF	5 007 500	4 337 000	670 500
TOTAL	(02 REPONSES)	478 866 816	346 779 379	132 087 437

Source : Base de données du BCE

TABLEAU 3 : Economies réalisées sur les dossiers de commandes après homologation de pris de la DNCF

CAISSE AUTONOME AMORTISSEMENT				
N°	**REF INTERNE**	**PRIX HOMOLOGUE**	**PRIX PROPOSE**	**ECONOMIE REALISEE**
1	N°04/MEF	19 726 916	20 910 948	1 184 032
2	N°02/MEF	18 719 980	23 000 981	4 281 001
3	N°03/MEF	1 833 953	1 841 633	7 680
4	N°217/MEF	156 000	175 000	19 000
5	N°151/MEF	2 802 810	2 969 058	166 248
6	N°233/MEF	2 418 911	3 333 500	914 589
7	N°110-C/MEF	674 960	1 179 410	504 450
8	N°112-C/MEF	510 250	710 700	200 450
9	N°158¯C/MEF	1 177 200	1 861 096	683 896
TOTAL	**09 REPONSES**	**48 020 980**	**55 982 326**	**7 961 346**

COUR CONSTITUTIONNELLE				
N°	**REF INTERNE**	**PRIX HOMOLOGUE**	**PRIX PROPOSE**	**ECONOMIE REALISEE**
1	N°117/MEF	1 199 650	1 440 000	240 350
TOTAL	**01 REPONSE**	**1 199 650**	**1 440 000**	**240 350**

CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL				
N°	**REF INTERNE**	**PRIX HOMOLOGUE**	**PRIX PROPOSE**	**ECONOMIE REALISEE**
1	N°25-C/MEF	4 945 321	6 566 002	1 620 681
2	N°26-C/MEF	2 671 214	3 545 975	874 761
TOTAL	**02 REPONSES**	**7 616 535**	**10 111 977**	**2 495 442**

HAUTE AUTORITE DE L'AUDIO VISUELLE ET DE LA COMMUNICATION				
N°	**REF INTERNE**	**PRIX HOMOLOGUE**	**PRIX PROPOSE**	**ECONOMIE REALISEE**
1	N°224-C/MEF	508 800	727 000	218 200
2	N°105/MEF	661 000	682 000	21 000
3	N°58-C/MEF	351 000	389 000	38 000
TOTAL	**03 REPONSES**	**1 520 800**	**1 798 000**	**277 200**

MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES ET DE LA COOPERATION				
N°	**REF INTERNE**	**PRIX HOMOLOGUE**	**PRIX PROPOSE**	**ECONOMIE REALISEE**
1	N°261¯C/ MEF	5 306 000	7 984 760	2 349 760
2	N°258¯C/MEF	3 685 000	7 817 500	4 132 500
3	N°255¯C/MEF	1 650 000	1 996 500	346 500
4	N°183/MEF	33 000 000	39 353 000	6 353 000
5	N°143/MEF	2 177 893	2 342 705	164 812
6	N°254¯C/MEF	2 164 710	2 498 975	334 265
7	N°107/MEF	4 720 000	7 550 000	2 830 000
8	N°272¯C/MEF	8 857 620	10 943 320	2 085 700
TOTAL	**08 REPONSES**	**61 561 223**	**80 486 760**	**18 596 537**

MINISTERE DE L'AGRICULTIURE DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE				
N°	**REF INTERNE**	**PRIX HOMOLOGUE**	**PRIX PROPOSE**	**ECONOMIE REALISEE**
1	N°116/MEF	712 500	1 026 000	313 500
2	N°154/MEF	2 922 023	3 022 130	100 107
3	N°146/MEF	735 900	795 900	60 000
4	N°167/MEF	965 850	1 408 271	442 421
5	N°003/MEF	100 000	141 316	41 316
6	N°256/MEF	138 060	190 000	51 940
7	N°268/MEF	3 730 000	5 778 080	2 048 080
8	N°220-C/MEF	13 870 000	16 280 000	2 410 000
9	N°191-C/MEF	19 568 538	21 681 538	2 113 000
10	N°283-C/MEF	6 780 000	8 645 000	1 865 000
11	N°57-C/MEF	86 730	99 375	12 645
12	N°63-C/MEF	3 500 600	4 248 000	747 400
13	N°23-C/MEF	538 700	571 580	32 880
14	N°007/MEF	252 000	382 000	130 000
15	N°11/MEF	4 000 000	4 960 000	960 000
16	N°93/MEF	601 977	729 741	127 764
17	N°005/MEF	4 655 000	8 312 500	3 657 500
TOTAL	**17 REPONSES**	**63 157 878**	**78 271 431**	**15 113 553**

MINISTERE DES AFFAIRES SOCIALES ET DE LA MICROFINANCE				
N°	**REF INTERNE**	**PRIX HOMOLOGUE**	**PRIX PROPOSE**	**ECONOMIE REALISEE**
1	N°073/MEF	11 085 644	12 647 097	1 561 453
2	N°099/MEF	114 000	116 726	2 726
3	N°305/MEF	3 639 140	3 975 200	336 060
4	N°153/MEF	99 712	132 160	32 448
5	N°195/MEF	3 492 800	5 379 670	1 886 870
6	N°291-C/MEF	6 030 193	7 347 907	1 317 714
7	N°210-C/MEF	118 650	118 826	176
8	N°182-C/MEF	1 296 160	1 410 100	113 940
9	N°127/MEF	303 853	375 325	71 472
TOTAL	**09 REPONSES**	**26 180 152**	**31 503 011**	**5 322 859**

MINISTERE DU CADRE DE VIE ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE				
N°	**REF INTERNE**	**PRIX HOMOLOGUE**	**PRIX PROPOSE**	**ECONOMIE REALISEE**
1	N°052¯C/MEF	621 939	639 000	17 061
2	N°291/MEF	22 400 946	29 018 160	6 617 214
3	N°189/MEF	9 866 600	10 880 998	1 014 398
4	N°135/MEF	19 056 176	20 203 996	1 147 820
5	N°152/MEF	28 050 561	30 975 000	2 924 439
6	N°071¯C/MEF	12 524 925	19 992 500	7 467 575
7	N°085-C/MEF	8 448 800	9 397 992	949 192
8	N°006/MEF	269 880 000	362 000 400	92 120 400

9	N°083¯C/MEF	5 994 000	6 094 000	100 000
10	N°060¯C/MEF	1 645 000	2 800 000	1 155 000
11	N°227¯C/MEF	17 485 585	18 500 000	1 014 415
12	N°002/MEF	12 300 000	19 930 000	7 630 000
13	N°284¯C/MEF	6 550 000	11 611 200	5 061 200
14	N°223¯C/MEF	6 845 126	9 558 000	2 712 874
TOTAL	**14 REPONSES**	**421 669 658**	**551 601 246**	**129 931 588**

MINISTERE DU DEVELOPPEMENT ET DE LA COORDINATION DE L'ACTION GOUVERNEMENTALE

N°	REF INTERNE	PRIX HOMOLOGUE	PRIX PROPOSE	ECONOMIE REALISEE
1	N°136/MEF	342 311	343 321	1 010
2	N°260/MEF	18 673 110	21 950 360	3 277 250
3	N°261/MEF	6 130 131	6 523 373	393 242
TOTAL	**03 REPONSES**	**25 145 552**	**28 817 054**	**3 671 502**

MINISTERE DE LA DECENTRALISATION ET DE LA GOUVERNANCE LOCALE

N°	REF INTERNE	PRIX HOMOLOGUE	PRIX PROPOSE	ECONOMIE REALISEE
1	N°202/MEF	8 053 500	12 417 406	4 363 906
2	N°203/MEF	1 561 759	1 765 740	203 981
3	N°188/MEF	2 424 000	2 710 000	286 000
4	N°273/MEF	1 115 000	1 140 000	25 000

5	N°92/MEF	2 420 000	2 499 000	79 000
6	N°029-C/MEF	495 738	498 600	2 862
7	N°207/MEF	1 633 000	2 531 600	898 600
8	N°208-C/MEF	612 500	1 142 500	530 000
9	N°209-C/MEF	845 200	1 390 500	545 300
10	N°49-C/MEF	259 660	321 432	61 772
11	N°144-C/MEF	12 559 625	13 983 000	1 423 375
12	N°163-C/MEF	420	530	110
13	N°179-C/MEF	1 791 200	3 454 300	1 663 100
14	N°21-C/MEF	1 025 235	2 501 175	1 475 940
15	N°54-C/MEF	910 000	4 040 000	3 130 000
16	N°22-C/MEF	2 080 000	2 410 000	330 000
TOTAL	**16 REPONSES**	**37 786 837**	**52 805 783**	**15 018 946**

MINISTERE DE LA DEFENSE NATIONALE				
N°	**REF INTERNE**	**PRIX HOMOLOGUE**	**PRIX PROPOSE**	**ECONOMIE REALISEE**
1	N°217-C/MEF	4 135 000	4 194 900	59 900
2	N°221/MEF	4 287 825	4 324 700	36 875
3	N°258/MEF	3 773 200	5 693 500	1 920 300
4	N°92-C/MEF	935 300	1 183 176	247 876
5	N°279-C/MEF	20 522 162	28 433 099	7 910 937
6	N°141-138/MEF	47 574 534	55 489 942	7 915 408
7	N°258/MEF/DNCF/CVI	3 773 200	5 693 500	1 920 300
8	N°040-c/MEF	6 309 707	7 818 860	1 509 153
TOTAL	**08 REPONSES**	**91 310 928**	**112 831 677**	**21 520 749**

MINISTERE ENERGIE				
N°	**REF INTERNE**	**PRIX HOMOLOGUE**	**PRIX PROPOSE**	**ECONOMIE REALISEE**
1	N°292/MEF	4 929 018	6 850 000	1 920 982
2	N°283/MEF	7 955 000	8 301 300	346 300
3	N°279/MEF	11 000 000	12 150 000	1 150 000
4	N°194/MEF	2 083 634	6 553 020	4 469 386
5	N°250/MEF	115 744 245	116 231 184	486 939
6	N°310/MEF	6 915 000	11 000 000	4 085 000
TOTAL	**06 REPONSES**	**148 626 897**	**161 085 504**	**12 458 607**

MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES (DIRCETION GENERALE DU MATERIEL ET DE LA LOGISTIQUE)				
N°	**REF INTERNE**	**PRIX HOMOLOGUE**	**PRIX PROPOSE**	**ECONOMIE REALISEE**
1	N°223/MEF	5 990 878	6 945 180	954 302
2	N°224/MEF	877 900	1 121 000	243 100
3	N°306/MEF	2 112 600	4 203 200	2 090 600
4	N°309/MEF	75 432 978	105 486 958	30 053 980
TOTAL	**04 REPONSES**	**84 414 356**	**117 756 338**	**33 341 982**

MINISTERE DE L'EAU ET DES MINES				
N°	**REF INTERNE**	**PRIX HOMOLOGUE**	**PRIX PROPOSE**	**ECONOMIE REALISEE**
1	N°051-C/MEF	35 208 620	49 965 450	14 756 830
2	N°190/MEF	916 500	1 250 800	334 300
3	N°290-C/MEF	310 000	481 760	171 760
TOTAL	**03 REPONSES**	**36 435 120**	**51 698 010**	**15 262 890**

MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT MATERNEL ET PRIMAIRE				
N°	**REF INTERNE**	**PRIX HOMOLOGUE**	**PRIX PROPOSE**	**ECONOMIE REALISEE**
1	N°222/MEF	417 486	541 620	124 134
TOTAL	**01 REPONSE**	**417 486**	**541 620**	**124 134**

MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE				
N°	**REF INTERNE**	**PRIX HOMOLOGUE**	**PRIX PROPOSE**	**ECONOMIE REALISEE**
1	N°105/MEF	1 077 423	1 382 110	304 687
2	N°327/MEF	2 566 900	3 366 925	800 025
3	N°111/ MEF	619 500	734 727	115 227
4	N°101/ MEF	50 740	53 000	2 260
5	N°269/ MEF	6 637 500	9 800 000	3 162 500
6	N°268/ MEF	8 500 000	15 000 000	6 500 000
7	N°278/ MEF	723 340	731 500	8 160

8	N°218/ MEF	935 882	938 631	2 749
9	N°142/ MEF	8 405 000	9 455 000	1 050 000
10	N°270/ MEF	8 450 000	9 900 000	1 450 000
11	N°276/ MEF	23 364 000	29 205 000	5 841 000
12	N°229¯C MEF	4 250 000	4 899 890	649 890
13	N°068¯C MEF	4 000 000	4 997 300	997 300
14	N°078/ MEF	7 587 174	8 977 232	1 390 058
15	N°072/ MEF	3 170 995	4 089 115	918 120
16	N°201/ MEF	6 440 364	14 439 000	7 998 636
17	N°236/ MEF	2 010 070	2 114 498	104 428
18	N°075/ MEF	1 215 200	1 673 004	457 804
19	N°272/ MEF	2 400 000	2 925 000	525 000
20	N°271/ MEF	5 088 750	5 587 556	498 806
21	N°178/ MEF	2 373 400	2 385 356	11 956
22	N°178/MEF	2 194 800	4 389 600	2 194 800
23	N°087/ MEF	2 503 361	3 518 286	1 014 925
24	N°310/ MEF	12 872 500	15 540 200	2 667 700
25	N°081/ MEF	575 000	650 000	75 000
TOTAL	**25 REPONSES**	**118 011 899**	**156 752 930**	**38 741 031**

MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SECONDAIRE TECHNIQUE ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE				
N°	**REF INTERNE**	**PRIX HOMOLOGUE**	**PRIX PROPOSE**	**ECONOMIE REALISEE**
1	N°234-C/MEF	2 714 000	2 870 000	156 000
2	N°131/MEF	3 563 600	5 034 120	1 470 520
3	N°28-C/MEF	133 935	152 865	18 930
4	N°076MEF	1 732 500	1 826 250	93 750
5	N°185/MEF	2 988 186	3 250 186	262 000
6	N°184/MEF	767 322	916 500	149 178
7	N°182/MEF	820 365	892 500	72 135
8	N°175/MEF	221 425	397 000	175 575
9	N°204/MEF	125 238 230	126 052 490	814 260
10	N°137/MEF	364 843	404 740	39 897
11	N°230/MEF	748 512	797 952	49 440
TOTAL	**11 REPONSES**	**139 292 918**	**142 594 603**	**3 301 685**

MINISTERE DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE				
N°	**REF INTERNE**	**PRIX HOMOLOGUE**	**PRIX PROPOSE**	**ECONOMIE REALISEE**
1	N°224-C/MEF	410 200	454 175	43 975
2	N°274/MEF	13 349 930	15 664 800	2 314 870
3	N°030-C/MEF	460 125	500 000	39 875
TOTAL	**03 REPONSES**	**14 220 255**	**16 618 975**	**2 398 720**

MINISTERE DE L'INTERIEUR ET DE LA SECURITE PUBLIQUE				
N°	**REF INTERNE**	**PRIX HOMOLOGUE**	**PRIX PROPOSE**	**ECONOMIE REALISEE**
1	N°243/MEF	23 322 722	29 232 848	5 910 126
2	N°273-C/MEF	4 190 000 000	4 945 000 000	755 000 000
TOTAL	**02 REPONSES**	**4 213 322 722**	**4 974 232 848**	**760 910 126**

MINISTERE DES INFRASTRUCTURES ET DU TRANSPORT				
N°	**REF INTERNE**	**PRIX HOMOLOGUE**	**PRIX PROPOSE**	**ECONOMIE REALISEE**
1	N°269/ MEF 033	742 500	1 233 000	490 500
TOTAL	**01 REPONSE**	**742 500**	**1 233 000**	**490 500**

MINISTERE DE LA JUSTICE ET DE LA LEGISLATION				
N°	**REF INTERNE**	**PRIX HOMOLOGUE**	**PRIX PROPOSE**	**ECONOMIE REALISEE**
1	N°270/MEF	1 179 000	1 965 880	786 880
2	N°278/MEF	1 594 400	1 999 392	404 992
3	N°225/MEF	57 346	66 800	9 454
4	N°232/MEF	4 744 347	5 604 280	859 933
5	N°229/MEF	46 200 000	73 101 000	26 901 000
6	N°239-238/MEF	4 135 000	5 510 858	1 375 858

7	N°200/MEF	2 700 000	3 717 000	1 017 000
8	N°145/MEF	134 430	196 000	61 570
9	N°173/MEF	2 164 500	4 197 024	2 032 524
10	N°055/MEF/DNCF/SP	128 620	137 470	8 850
11	N°102-C/MEF	1 003 000	3 968 000	2 965 000
TOTAL	**11 REPONSES**	**64 040 643**	**100 463 704**	**36 423 061**

MINISTERE DU NUMERIQUE ET DE LA DIGITALISATION

N°	REF INTERNE	PRIX HOMOLOGUE	PRIX PROPOSE	ECONOMIE REALISEE
1	N°173-C/MEF	2 900 440	3 953 000	1 052 560
2	N°001/MEF	25 757 400	27 810 000	2 052 600
3	N°095/MEF	1 082 000	14 000 000	12 918 000
4	N°162MEF	2 545 315	2 629 040	83 725
5	N°330/MEF	6 978 787	11 315 000	4 336 213
TOTAL	**5 REPONSES**	**39 263 942**	**59 707 040**	**20 443 098**

MINISTERE DE LA SANTE

N°	REF INTERNE	PRIX HOMOLOGUE	PRIX PROPOSE	ECONOMIE REALISEE
1	N°286-C/MEF	2 662 613	3 005 000	342 387
2	N°288-C/MEF	431 000	467 750	36 750
3	N°289-C/MEF	72 500	97 000	24 500
4	N°213-CMEF	2 850 000	3 404 000	554 000
5	N°230-C/MEF	2 328 875	2 891 000	562 125

6	N°017-C/MEF	8 570 800	9 061 750	490 950
7	N°53-C/MEF	681 725	791 620	109 895
8	N°16-C/MEF	3 417 816	3 467 250	49 434
9	N°19-C/MEF	590 000	950 000	360 000
10	N°94-C/MEF	7 139 000	7 359 943	220 943
11	N°252-C/MEF	706 500	728 960	22 460
12	N°237-C/MEF	32 404 167	52 175 000	19 770 833
13	N°259/MEF	738 100	1 375 000	636 900
14	N°285/MEF	2 500 000	3 996 000	1 496 000
15	N°286/MEF	5 221 200	15 624 600	10 403 400
16	N°297/MEF/DNCF/CVI	609 104	636 636	27 532
17	N°181/MEF	1 166 896	1 486 300	319 404
18	N°199/MEF	3 587 998	4 383 700	795 702
19	N°157/MEF	2 430 270	2 666 040	235 770
20	N°323/MEF	1 993 213	2 074 990	81 777
21	N°321/MEF	1 173 659	1 474 370	300 711
22	N°093/MEF	201 905	204 465	2 560
23	N°231-C/MEF	551 250	664 000	112 750
24	N°276-C/MEF	2 500 000	3 392 500	892 500
25	N°024-C/MEF	3 723 900	3 926 500	202 600
26	N°259-C/MEF	39 360 000	47 046 920	7 686 920
TOTAL	**26 REPONSES**	**127 612 491**	**173 351 294**	**45 738 803**

MINISTERE DES SPORTS				
N°	**REF INTERNE**	**PRIX HOMOLOGUE**	**PRIX PROPOSE**	**ECONOMIE REALISEE**
1	N°274-C/MEF	6 345 000	6 625 000	**280 000**
2	N°100/MEF	3 762 000	5 570 000	**1 808 000**
3	N°133/MEF	1 130 250	1 260 000	**129 750**
4	N°118/MEF	855 388	920 168	**64 780**
5	N°161MEF	1 309 800	1 707 200	**397 400**
6	N°242/MEF	3 495 750	3 985 000	**489 250**
TOTAL	**06 REPONSES**	**16 898 188**	**20 067 368**	**3 169 180**

MINISTERE DU TOURISME DE LA CULTURE ET DES ARTS				
N°	**REF INTERNE**	**PRIX HOMOLOGUE**	**PRIX PROPOSE**	**ECONOMIE REALISEE**
1	N°193/MEF	31 000	37 000	6 000
2	N°192/MEF	505 000	705 000	200 000
3	N°155/MEF	1 655 000	1 902 500	247 500
4	N°123/MEF	35 173	385 600	350 427
5	N°211-C/MEF	381 000	400 000	19 000
6	N°033-C/MEF	3 039 399	5 430 000	2 390 601
7	171/MEF	392 796	500 000	107 204
TOTAL	**07 REPONSES**	**6 039 368**	**9 360 100**	**3 320 732**

MINISTERE DU TRAVAIL ET DE LA FONCTION PUBLIQUE				
N°	**REF INTERNE**	**PRIX HOMOLOGUE**	**PRIX PROPOSE**	**ECONOMIE REALISEE**
1	N°285-C/MEF	9 275 500	11 719 760	2 444 260
TOTAL	**01 REPONSE**	**9 275 500**	**11 719 760**	**2 444 260**

AUTRES INSTITUTIONS				
N°	**REF INTERNE**	**PRIX HOMOLOGUE**	**PRIX PROPOSE**	**ECONOMIE REALISEE**
1	N°277-C/MEF	1 662 000	2 754 120	1 092 120
2	N°296/MEF	607 500	687 700	80 200
TOTAL	**02 REPONSES**	**2 269 500**	**3 441 820**	**1 172 320**
			MONTANT TOTAL ECONOMIE REALISEE	**1 199 891 201**

Source : Rapports d'activité du BCE.

TABLEAU N°4 : Economies réalisées sur les rejets

PROCESSUS	OBJET DE LA DEPENSE	MONTANT DE L'ECONOMIE REALISEE (en FCFA)	MOTIF DU GAIN	OBSERVATIONS
PR	Mission à l'intérieur	**535 000**	-	
HAAC	connexion internet	**5 000 000**	-	Suite à la revue à la baisse des coûts et du redimensionnement du champ de couverture pour l'efficience de la dépense.
HCJ	Contrat relatif à l'entretien des matériels informatiques	**446 796**	-	Suite à la recommandation de se conformer aux indications de prix du Répertoire des prix de référence.
MND	Acquisition d'enseigne lumineuse des structures du ministère.	**331 454**	-	Suite à la demande de l'avis d'homologation des prix des articles.
	Mise à disposition de fonds pour achat et frais de mission pour la tournée de suivi évaluation et de contrôle physique des réalisations du ministère			Suite à la revue à la baisse du nombre de jours et de l'effectif affectés à la réalisation de la mission.
	Réfection des locaux et réhabilitation des bâtiments du MND.			Après détection de montant erroné.
MISP	Formation dans le domaine du maintien de l'ordre au profit de la compagnie républicaine de Dassa-Zoumè.	**4 762 013**	-	Après revue à la baisse du nombre de formateurs.

	Formation des unités spéciales de surveillance des frontières sur les techniques spéciales de patrouilles.			Après réduction du montant de carburant affecté à la mission.
	Mission de sensibilisation des fonctionnaires de police sur la prévention et la lutte contre le trafic et la maltraitance et toutes formes de violences contre les mineures.			Après une revue à la baisse de l'effectif dédié à la mission.
	Entretien et maintenance des véhicules du ministère.			Suite à la recommandation de distraire de la liste les véhicules LEASING.
MESTFP	Séance de travail sur l'exécution du PAG dans le sous-secteur des ESTFP (2016-2021)	**4 458 500**	-	**-**
	Optimisation du réseau local de la tour administrative A et développement de la culture numérique dans les structures des ministères			
	Superviser la mise en œuvre des recommandations du SNI pour améliorer la bonne gestion des ressources publiques.			
	Traitement des données, élaboration et présentation du compte administratif du Ministère gestion 2020			
	Traitement des données, élaboration et présentation du compte administratif du Ministère gestion 2020			
	Acquisition de fourniture au profit de la DESG			
	Encadrement des activités des centres privés d'alphabétisation.			

MESRS	Régularisation OP relatif aux frais de mission et carburant de PSCBIE ;	**62 569 572**	Trop perçu	-
	Régularisation OP avance caisse menues dépenses SGM		Paiement prestation non justifié	
	Régularisation OP frais missions et carburant DAF		Surcharge certains OM, Trop et moins perçus	
	Régularisation OP n°...44 relatif aux frais de mission et carburant dans le cadre des activités de la DNRSI		Trop perçu	
MCVDD	Fiche de financement relative au suivie évaluation des chantiers verts du MCVDD	**65 886 574**		
	Fiche de financement relative à la 1ère tournée de suivi des projets et programmes			
	Contrat d'entretien et de nettoyage journalier des bâtiments abritant la cellule de gestion du PPLEC et du DGPCE.			
	Entretien des bureaux abritant la DGDU, DGHU, DPP, DGEC et le Cabinet (Lot1 ; 2 ; 3 et 4)			
	Contrat d'entretien et maintenance de climatiseurs, imprimantes et copieurs**.**			
	Fiche de financement relative à la tournée de sensibilisation de la population sur la faune et la flore			
	Contrat de location de salle et de restauration			
	Contrat d'acquisition de fluides frigorigènes			

	Actualisation des études architecturales			
	Acquisition de drones			
	Acquisition de fournitures			
MAEC	Mission d'évaluation des besoins d'accompagnement des artistes en matière de promotion de la culture et du tourisme béninois à l'extérieur	**3 965 717**	-	**-**
	Mission d'évaluation des besoins d'accompagnement des communes en matière de la coopération décentralisée			
	Organisation de la revue de la coopération Bénino-Américaine			
	Organisation de la 6ème session de la coopération Bénino-Canadienne			
	Organisation des missions de suivi des ONG ayant signé des accords de siège			
MTFP	Ramassage d'ordures	**6 887 400**	**-**	Suite au rappel des dispositions règlementaires concernant la mesure de Gratuité du ramassage d'ordures.
	Maintenance des serveurs de traitement et des équipements su parc informatique pour la gestion des concours.			Détection de double emploi pour certaines prestations déjà prises en compte dans des contrats signés avec d'autres prestataires**.**
MAEP	Restauration dans le cadre de l'organisation de la formation des agents enquêteurs pour les modules complémentaires du RNA.	**27 903 499**		Risque de double emploi en considération des dispositions de l'arrêté n°066 du 18/10/2018 qui accorde des frais d'entretien

				journalier aux dits agents à l'occasion des formations.
	Mise à disposition de fonds représentant le premier quart des frais d'achat de carburant et de lubrifiants au titre de la gestion 2021au profit de soutiens à la vulgarisation agricoles.			Risque de double emploi et défaut de base juridique pour le bénéfice de dotation en carburant.
	Paiement des indemnités spéciales aux agents de l'état membres du bureau départemental RNA période de janvier à décembre 2019.			Suite à la détection de montant indu au profit d'un membre.
	Acquisition de matériels et équipements de bureau au profit des structures du MAEP Lot2 DAF.			Suite à la recommandation de se conformer aux indications de prix du Répertoire des prix de référence.
	Entretien des voiles et des rideaux du MAEP.			Suite à la détection de l'incohérence du montant engagé avec la durée probable de réalisation des prestations.
LITTORAL	Acquisition de matériels de génie civile.	**695 000**	-	
	Achat de pièce de rechange de plomberie.			
	Achat de petits matériels et consommables médicaux.			
	Achat de consommables électriques.			

ATLANTIQUE	Contrat relatif aux travaux de réfection des bureaux d'Arrondissement de Ouidah (2, 3 et 4) et Gakpé	**1 100 580**	-	Suite à la détection d'une incohérence de prix unitaire prévu au DQE et celui pratiqué par le prestataire (53,68 au lieu de 153,67).
	Achat de matériel informatique et accessoire.			L'imputation budgétaire non approprié, il faut la ligne 24
ZOU	Organisation et suivi de l'enquête statistique agricole sur les cultures pérennes	**6 357 630**	-	Suite à la revue à la baisse du nombre de repas pour la mission (un repas au lieu de deux).
	Séance de vulgarisation de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020 portant code des marchés publics en République du Bénin et les textes d'application.			Suite à la revue à la baisse du nombre de repas pour la mission (un repas au lieu de deux).
	Acquisition de fournitures de bureau, de consommables informatiques et de produit d'entretien au profit de la DDIT-ZC.			Suite à la recommandation de se conformer aux prix homologués pour les articles.
OUEME	Réparation et entretien du parc informatique.	**500 000**		Mauvaise imputation.
PLATEAU	Mission d'appui conseil.	**1 390 000**		Mission effectuée
	Remise de site			Programmation d'une autre mission
	Mission de sensibilisation des élèves			Mission non effectuée
	Mission de renforcement de la protection des élèves filles			Mission non effectuée
	Mutation nationale			Mission écourtée
	Collecte décadaire des données météorologique			Mission non effectuée

MSp	CVA mission assistance conseil et maintenance du parc informatique.	**5 033 500**		
	Validation des outils de gestion SEMO OM (01/12 au 02/12) n° 6615078390 du 09/11/2021			
MDN	Frais d'organisation des travaux du conseil militaire de santé	**614 162 444**	-	Mauvaise imputation.
	Trois mois d'alimentation des chevaux du cheptel			Procédure d'exécution de la dépense non appropriée.
	Première tranche du remboursement des frais de soins de santé des militaires au profit du service de la pédiatrie du CHD ZOU COLLINES			Procédure d'exécution de la dépense non appropriée.
	Frais de dépenses diverses d'expertise			Procédure d'exécution de la dépense non appropriée.
MIT	Achat de fournitures de bureau	**35 303 848**	-	Dans le PTA primitif, 120.000.000 ont été prévus pour achat de fournitures de bureau. L'étude du DCF a permis d'attirer l'attention des autorités sur le fait que plus de 60.000.000 de fournitures ont été livrées en décembre 2020 et n'ont pas encore été utilisées. D'où la baisse du montant prévisionnel à 90.000.000. Soit une différence de 30.000.000 (confer le PTA primitif et le PTA validé)

DGB-DGML	Loyers du 01/07/2014 au 25/05/2015 au nom d'OSSENI Ghislaine Camelle Joséphine	**3 906 843**		Montant de l'engagement supérieur au montant dû.
	Loyers du 1/04/2017 au 10/04/2019 au nom d'ADJAGODO Martin			Double paiement des loyers du troisième trimestre 2017.
BORGOU	Acquisition de fournitures de bureau, de consommables informatiques et de produits d'entretien au profit de la préfecture de Borgou au titre de l'année 2021.	**1 630 410**		Après une revue à la baisse du prix des savons liquides de fabrication locale.
	Acquisition et installation d'un salon à sept (7) places fabrication locales en cuir + guéridon au profit de la DDIC – BORGOU au titre de 2021.			Dépense non éligible sur la ligne budgétaire.
	Paiement des frais de mission aux agents pour le contrôle post supervision des secrétaires des bureaux de zone et des CSC sur le pré archivage et la documentation.			Dépense non prévues au PTAB.
BCE	Engagement montant de l'avance de fonds du 1/4 de loyers et charges locatives au titre de 2021	**175 608 101**	-	-
	Paiement du montant TTC de la facture de prestation de service pour le compte du MAEC			
	Paiement du montant TTC de la facture de prestation de service pour le compte du MAEC			

	Paiement primes spéciale d'incitation aux agents de la DGI			
	Paiement primes spéciale d'incitation aux agents de la DGI			
	Paiement primes spéciale d'incitation aux agents de la DGI			
ALIBORI	SEMO et rejets de dossiers	**20 071 500**		
CAA	--	**0**		
DONGA	--	**0**		
MDC	--	**0**		
MPMEPE ET CC	--	**0**		
MTCA	Divers dossiers rejetés par le DCF à l'issue du traitement,	**21 670 810**		
MTFP	Caisse Mutuelle de Prévoyance Sociale (CMPS) et Diverses prestations de service déjà prises en charge par d'autres contrats	**829 843 000**		
MDGL	Mandatement de la 3e et 4e tranche de la dotation prévisionnelle en appui aux formations du CeFAL	**162 500 000**		Cet engagement n'est pas validé parce que la structure dispose encore des ressources sur son compte.
MASM	--	**0**		
	TOTAL	**2 062 520 191**		

Source : Rapport d'activités CF et structures contrôlées

TABLEAU N°5 : Engagement en dépassement de crédits

STRUCTURES	OBJET DU DEPASSEMENT	MONTANT
Ministère des Sports **(MSp)**	Financement de la participation de l'équipe nationale sénior de football du Bénin aux éliminatoires de Coupe d'Afrique des Nations, Cameroun 2021	**1.800.000.000**
Ministère du Cadre de Vie et du Développement Durable **(MCVDD)**	Règlement de l'avance de démarrage au profit de la société SUMMA en charge des travaux de conception et de réalisation d'un nouvel hôtel SOFITEL et la rénovation du Centre International de Conférence de Cotonou	**2.755.019.400**
Ministère de l'Energie **(ME)**	Acquittement des impayés dus à AGGREKO INTERNATIONAL POWER PROJECTS au titre des frais de location d'une centrale électrique d'une puissance garantie de 100MW ainsi qu'un transformateur et un poste de 161 KV sur le site de Maria-Gléta	**3.320.944.990**
Ministère de l'Energie **(ME)**	Paiement des dettes en instance sur les projets suivants « PANA-ENERGIE », « BIOMASSE-ELECTRICITE » et « Programmes d'actions pour l'électrification des localités rurales au Bénin »	**2.879.800.000**
567c/MEF/CAB/SGM/DGB/DPSELF/SPB/DAF du 16/03/21(**ME**)	Crédit complémentaire pour le remboursement de la dette relative à la fourniture du Fioul lourd	**2 363 901 000**
Cour Constitutionnelle **(CC)**	Rénovation des anciens bâtiments…..	**70.000.000**
Conseil Economique et Social **(CES)**	Rémunération du DC, du SG du CES ainsi que celle de leurs adjoints….	**42.060.000**

Ministère du Cadre de Vie et du Développement Durable **(MCVDD)**	Paiement des décomptes des mois de février et mars 2021 relatif à la conception et la construction d'un nouvel hôtel SOFITEL…..	**7.204.880.179**
Ministère de l'Agriculture, de l'Elevage et de la Pêche **(MAEP)**	Financement des travaux d'aménagement et d'équipement de la Présidence et des villas présidentielles	**1.000.000.000**
Ministère de la Défense Nationale **(MDN)**	Financement de la prorogation de la formation commune de base des jeunes recrus de la classe 2020…	**215.160.000**
Ministère de la Défense Nationale **(MDN)**	Financement de la formation des enfants de troupe au titre des années 2020-2021	**14.483.563**
Ministère du Tourisme, de la Culture et des Arts **(MTCA)**	Réduction des frais de fonctionnement des services pour couvrir les besoins d'investissement	**275.000.000**
Ministère du Cadre de Vie et du Développement Durable **(MCVDD)**	Paiement des charges liées aux réformes à la Direction du Parc National W	**155.191.772**
Ministère de la Santé **(MS)**	Pour la prise en charge d'autres dépenses plus urgentes pour sept (07) structures du Ministère	**1.735.255.000**
Ministère de la Justice et de la Législation **(MJL)**	Paiement de la prime alimentaire du personnel militaire déployé dans les établissements pénitentiaires	**18.180.000**
Ministère du Numérique et de la Digitalisation **(MND)**	Prise en compte des nouvelles attributions, organisation et fonctionnement du MND suite aux décisions du CM	**1.987.953.545**
Ministère du Cadre de Vie et du Développement Durable **(MCVDD)**	Règlement du décompte n°3 au profit de la société SUMMA en charge des travaux de conception et de réalisation d'un nouvel hôtel SOFITEL et la rénovation du CIC	**2.136.201.439**
Ministère des Sports **(MSp)**	Acquisition d'un car régie neuf et la formation des équipes de production	**3.037.369.537**
Présidence de la République (PR)		**36.700.000**

Ministère de l'Agriculture, de l'Elevage et de la Pêche **(MAEP)**	2ème organisation d'opération d'enlèvement des engins prohibés et de répression des méthodes de pêche illicites sur les lacs Ahémé, Nokoué et Lagune de Porto-Novo	**50.699.880**
Ministère des Enseignements Maternels et Primaires **(MEMP**)	Multiplication des cahiers d'activités et leur distribution effective durant l'exercice budgétaire en cours	**814.900.000**
Ministère de l'Eau et des Mines **(MEM)**	Renforcement de la déserte en eau potable des quartiers Godomey et Fidjrossè dans le cadre des mesures gouvernementales de lutte contre la COVID-19	**1.658.136.426**
Ministère de la Défense Nationale **(MDN)**	Acquisitions d'effets d'habillement et accessoires de tenues au profit de la Garde Nationale	**255.057.000**
Ministère des Affaires Sociales et de la Microfinance **(MASM)**	Facilitation de l'engagement en double commande sur la section 41 des dépenses du projet SWEDD	**2.287.129.742**
Ministère de l'Economie et des Finances **(MEF)**	Prise en charge de maitrise d'œuvre partielle dans le cadre de la réalisation de 12.000 ha d'aménagement hydro-agricoles	**1.504.187.329**
Ministère du Numérique et de la Digitalisation **(MND)**	Contractualisation par procédure d'entente directe avec la société TDF pour l'assistance technique à la modernisation de l'ORTB	**318.786.912**
Ministère du Cadre de Vie et du Développement Durable **(MCVDD)**	Couverture des charges incompressibles de fonctionnement de l'IGN	**337.639.780**
Ministère de l'Economie et des Finances **(MEF)**		**13.500.000**
Ministère de la Justice et de la Législation **(MJL)**	Crédit complémentaire pour le paiement des prestataires en alimentation des détenus	**1.728.000.000**
099-c/2021/MEF/IGF/SP du 26/02/2021 **(MCVDD**)	Décret n° 2018-396 du 29/08/2018	**16 250 000**

0270c/MEF/CAB/SGM/DGB/ DPSELF/SPB/DAS/280SGG21 du 08/11/2021 (**MCVDD**)	Pour la construction de 500 logements militaires dans les villes d'Allada et de Ouidah	**6 138 000 000**
Ministère du Cadre de Vie et du Développement Durable **(MCVDD)**	Construction de marchés régionaux, secondaires et de quartiers	**10.093.000.000**
Ministère du Numérique et de la Digitalisation **(MND)**	Financement du changement de décor et du mobilier du plateau du journal télévisé de l'ORTB	**117.812.464**
Ministère du Numérique et de la Digitalisation **(MND**)		**132.000.000**
Ministère des Affaires Etrangères et de la Coopération **(MAEC)**	Acquisition d'un véhicule au profit de l'Ambassade du Bénin près de la Fédération de Russie	**70.300.224**
Ministère du Cadre de Vie et du Développement Durable **(MCVDD)**		**23.135.242.304**
Ministère du Cadre de Vie et du Développement Durable **(MCVDD)**		**9.709.511.148**
Ministère du Cadre de Vie et du Développement Durable **(MCVDD)**	Financement de la réalisation des études et la mission de contrôle des travaux d'aménagement des sites de relogement de la plage ouest de Cotonou…..	**2.069.658.463**
Ministère du Cadre de Vie et du Développement Durable **(MCVDD)**	Réalisation des travaux de réfection, d'aménagement et d'équipement des bureaux de la Présidence de la République et des villas présidentielles	**2.000.000.000**
Ministère des Affaires Etrangères et de la Coopération **(MAEC)**	Paiement des factures d'électricité, d'eau, de gardiennage et autres frais d'entretien des postes diplomatiques et consulaires fermés	**79.129.366**

Ministère de la Culture, de l'Artisanat et du Tourisme **(MCAT)**		**174.000.000**
Ministère du Cadre de Vie et du Développement Durable **(MCVDD)**		**5.000.000.000**
Ministère du Cadre de Vie et du Développement Durable **(MCVDD)**		**728.729.140**
Ministère de la Culture, de l'Artisanat et du Tourisme **(MCAT)**	Financement de la construction des arènes culturelles	**3.000.000.000**
TOTAL		**100.681.570.603**

Source : Base de données Secrétariat DCETP

TABLEAU N°6 : Fonds transférés aux Agences

AGENCES BENEFICIAIRES	OBJET	MONTANT TRANSFERE
AGLO	Mandatement de fonds relatif à la première moitié des charges locatives des véhicules administratives en mode leasing au titre de la gestion 2021.	250 000 000
AGLO	Mandatement de fonds relatif à la deuxième moitié des charges locatives des véhicules administratifs en mode leasing au titre de la gestion 2021.	250 000 000

AGLO (CVO et leasing)	Frais de transport pour Mouvements diplomatiques	55 000 000
AGLO (CVO et leasing)	Frais de transport à l'extérieur (mission cadres)	103 650 000
AGLO (CVO et leasing)	Location de véhicules	109 500 000
AGLO	Mandatement de fonds représentant la première tranche semestrielles destinée aux frais de transport à l'extérieur au titre de la gestion 2021 au profit de la CVO.	18 000 000
AGLO	Mandatement de fonds destinés aux frais de transport à l'étranger	106 000 000
AGLO	Mandatement des frais de location de véhicule administratif en mode leasing pour le premier semestre (La Moitié des fonds sont transférés au début de l'année 2021)	273 542 500
AGLO	Frais de transport à l'extérieur (stagiaire et étudiant) premier trimestre 2021	31 250 000
AGLO	Frais d'achat de billet d'avion au profit du personnel navigants recyclé sur simulateur 2021	2 800 000
AGLO	Frais d'achat de billet d'avion au profit du personnel navigants 2021	9 800 000
AGLO	Frais de transport à l'extérieur (stagiaire et étudiant) deuxième trimestre 2021	31 250 000
AGLO	Charges locatives des véhicules en mode leasing du MDN au titre du deuxième trimestre	130 759 000
AGLO	Frais de transport à l'extérieur des agents du MDN au titre du premier semestre	10 173 000
AGLO	Les quatre tranches de frais de transport à l'extérieur	17 550 000
AGLO	Première et deuxième tranches des frais de leasing	252 037 000
Agence de Gestion de la Logistique des Officiels (AGLO)	Frais liés aux charges locatives des véhicules administratifs en mode leasing au MTFP du 1er semestre 2021	194 921 500

Agence de Gestion de la Logistique des Officiels (AGLO)	Frais liés aux charges locatives des véhicules administratifs en mode leasing au MTFP du 2ème semestre 2021	194 921 500
AGLO	Frais d'achat de billets d'avion au profit des personnels navigants des forces aériennes à recycler sur simulateur de vol au titre de 2021	2 800 000
AGLO	Frais d'achat de billets d'avion au profit des personnels navigants des forces aériennes au titre de 2021	9 800 000
AGLO	Frais complémentaires d'achat de billets d'avion dans le cadre de l'expertise médicale des personnels navigants de l'armée de l'air au titre de 2021	1 400 000
AGLO	Mandatement de fonds destinés à la location de véhicule	370 000 000
AGLO	Frais complémentaires d'achat de billets d'avion dans le cadre du recyclage des personnels navigants de l'armée de l'air au titre de 2021	9 600 000
AGLO	Mandatement de fonds au profit de l'AGLO au titre de l'année 2021	700 000 000
AGLO	Mise à disposition de fonds représentant la 2ème avance des frais de transport à l'extérieur des agents du MDN au titre du 2nd semestre	10 173 000
AGLO	Mandatement de fonds au profit de l'AGLO représentant le solde au budget du MESTFP pour la prise en charge des frais de location des véhicules pris en leasing de la gestion 2021.	238 697 500
AGLO	Mandatement de fonds relatif à la deuxième moitié des frais de transport à l'extérieur au titre de la gestion 2021.	18 000 000
	TOTAL AGLO	**3 401 625 000**

ANPME	Mandatement des fonds relatifs aux 1e et 2e, 3e et 4equarts de la subvention allouée au fonctionnement de l'Agence Nationale des Petites et Moyennes Entreprises (ANPME)	379 000 000
	TOTAL ANPME	**379 000 000**
ANPE	Mandatement des fonds relatifs aux 1e, 2e, 3eet 4equarts de la subvention allouée au fonctionnement de l'Agence Nationale pour l'Emploi (ANPE)	876 000 000
	TOTAL ANPE	**876 000 000**
ANECSMO	Mandatement de fonds relatif à la première tranche de fonds liés au lancement de la campagne Agricole au titre de la gestion 2021 au profit de l'ANECSMO.	4 500 000
ANECSMO	Mandatement de fonds relatif à la première tranche de fonds liés à l'organisation de la journée mondiale de l'alimentation + TDCI au profit de l'ANECSMO.	9 000 000
	TOTAL ANECSMO	**13 500 000**
ABSSA	Mandatement de fonds représentant le premier quart de la subvention accordée à l'Agence Béninoise pour la Sécurité Sanitaire des Aliments (ABSSA),	181 250 000
ABSSA	Mandatement de fonds représentant le deuxième quart de la subvention accordée à l'Agence Béninoise pour la Sécurité Sanitaire des Aliments (ABSSA).	181 250 000
ABSSA	Mandatement de fonds représentant le troisième quart de la subvention accordée à l'Agence Béninoise pour la Sécurité Sanitaire des Aliments (ABSSA) au titre de la gestion 2021.	181 250 000

ABSSA	Mandatement de fonds représentant le quatrième quart de la subvention accordée à l'Agence Béninoise pour la Sécurité Sanitaire des Aliments (ABSSA) au titre de la gestion 2021.	181 250 000
	TOTAL ABSSA	**725 000 000**
ANaMA	Mandatement de fonds représentant les deux dernières tranches de la subvention accordée à l'ANAMA au titre de la gestion 2021.	90 000 000
ANaMA	Mandatement de fonds représentant le premier quart de la subvention accordée à l'Agence Nationale de Mécanisation Agricole (ANaMA) au titre de la gestion 2021.	45 000 000
ANaMA	Mandatement de fonds représentant le deuxième quart de la subvention accordée à l'Agence Nationale de Mécanisation Agricole (ANaMA) au titre de la gestion 2021.	45 000 000
	TOTAL PNDMA et ANaMA	**180 000 000**
ATDA 1	Mandatement de fonds représentant le premier quart de la subvention accordée à l'ATDA pôle 1 au titre de la gestion 2021.	141 425 000
ATDA 1	Mandatement de fonds représentant le deuxième quart de la subvention accordée à l'ATDA pôle 1 au titre de la gestion 2021.	141 425 000
ATDA 6	Mandatement de fonds représentant le premier quart de la subvention accordée à l'ATDA pôle 6 au titre de la gestion 2021.	128 150 000
ATDA 6	Mandatement de fonds représentant le deuxième quart de la subvention accordée à l'ATDA pôle 6 au titre de la gestion 2021.	128 150 000

ATDA 7	Mandatement de fonds représentant le premier quart de la subvention accordée à l'ATDA pôle 7 au titre de la gestion 2021.	296 482 750
ATDA 7	Mandatement de fonds représentant le deuxième quart de la subvention accordée à l'ATDA pôle 7 au titre de la gestion 2021.	296 482 750
ATDA 2	Mandatement de fonds représentant le premier quart de la subvention accordée à l'ATDA pôle 2 au titre de la gestion 2021.	300 575 000
ATDA 2	Mandatement de fonds représentant le deuxième quart de la subvention accordée à l'ATDA pôle 2 au titre de la gestion 2021.	300 575 000
ATDA 4	Mandatement de fonds représentant le premier quart de la subvention accordée à l'ATDA pôle 4 au titre de la gestion 2021.	211 388 750
ATDA 4	Mandatement de fonds représentant le deuxième quart de la subvention accordée à l'ATDA pôle 4 au titre de la gestion 2021.	211 388 750
ATDA 5	Mandatement de fonds représentant le premier quart de la subvention accordée à l'ATDA pôle 5 au titre de la gestion 2021.	201 425 000
ATDA 5	Mandatement de fonds représentant le deuxième quart de la subvention accordée à l'ATDA pôle 5 au titre de la gestion 2021.	201 425 000
ATDA 3	Mandatement de fonds représentant le premier quart de la subvention accordée à l'ATDA pôle 3 au titre de la gestion 2021.	124 700 000

ATDA 3	Mandatement de fonds représentant le deuxième quart de la subvention accordée à l'ATDA pôle 3 au titre de la gestion 2021.	124 700 000
PNDF (ATDA 4)	Mandatement de fonds représentant les deux premières tranches des crédits accordés au titre de la gestion 2021 au PNDFC : Filière manioc.	124 500 000
PNDF (ATDA 4)	Mandatement de fonds représentant les deux premières tranches des crédits accordés au titre de la gestion 2021 au PNDFC : Filière anacarde.	463 189 000
PNDF (ATDA 7)	Mandatement de fonds représentant les deux premières tranches des crédits accordés au titre de la gestion 2021 au PNDFC : Filière ananas.	463 189 000
PNDF (ATDA 1)	Mandatement de fonds représentant les deux premières tranches des crédits accordés au titre de la gestion 2021 au PNDFC : Filière riz.	620 100 000
PNDF (ATDA 2)	Mandatement de fonds représentant les deux premières tranches des crédits accordés au titre de la gestion 2021 au PNDFC : Filière maïs.	124 500 000
ATDA 7	Mandatement de fonds représentant le troisième quart de la subvention accordée à l'ATDA 7 au titre de la gestion 2021.	296 482 750
PNDF IRRIGATION	Mandatement de fonds représentant les deux premières tranches des crédits accordés au PNDF Irrigation au titre de la gestion 2021	450 000 000
PNDF (ATDA 4)	Mandatement de fonds représentant les deux dernières tranches des crédits accordés au titre de la gestion 2021 au PNDF HVA FIIERE ANACARDE.	463 189 000

ATDA 4	Mandatement de fonds représentant les deux dernières tranches de la subvention accordée à l'ATDA 4 au titre de la gestion 2021.	422 777 500
ATDA 6	Mandatement de fonds représentant les deux derniers quarts de la subvention accordée à l'ATDA 6 au titre de la gestion 2021.	256 300 000
PNDF (ATDA 7)	Mandatement de fonds représentant les deux dernières tranches des crédits accordés au titre de la gestion 2021 au PNDF FILIERE ANANAS.	463 189 000
ATDA 7	Mandatement de fonds représentant le quatrième quart de la subvention accordée à l'ATDA 7 au titre de la gestion 2021.	296 482 750
PNDF (ATDA 7)	Mandatement de fonds représentant les deux dernières tranches des crédits accordés au titre de la gestion 2021 au PNDF VLOT Filière œuf de table.	300 000 000
PNDF (ATDA 1)	Mandatement de fonds représentant les deux dernières tranches des crédits accordés au titre de la gestion 2021 au PNDF HVA Filière produits maraîchers.	99 586 000
ATDA 2	Mandatement de fonds représentant les deux dernières tranches de la subvention accordée à l'ATDA 2 au titre de la gestion 2021.	601 150 000
ATDA 5	Mandatement de fonds représentant les deux dernières tranches de la subvention accordée à l'ATDA 5 au titre de la gestion 2021.	402 850 000
PNDF (ATDA 7)	Mandatement de fonds représentant les deux dernières tranches des crédits accordés au titre de la gestion 2021 au PNDF AQUACULTURE.	500 000 000

ATDA 3	Mandatement de fonds représentant les deux dernières tranches de la subvention accordée à l'ATDA 3 au titre de la gestion 2021.	249 400 000
ATDA 1	Mandatement de fonds représentant le troisième quart de la subvention accordée à l'ATDA pôle 1 au titre de la gestion 2021.	141 425 000
ATDA 1	Mandatement de fonds représentant le quatrième quart de la subvention accordée à l'ATDA pôle 1 au titre de la gestion 2021.	141 425 000
PNDF (ATDA 1)	Mandatement de fonds représentant les deux dernières tranches des crédits accordés au titre de la gestion 2021 au PNDF Conventionnelles Filière Riz.	620 100 000
PNDF (ATDA 2)	Mandatement de fonds représentant les deux dernières tranches des crédits accordés au titre de la gestion 2021 au PNDF Conventionnelles Filière Maïs.	124 500 000
PNDF (ATDA 2)	Mandatement de fonds représentant les deux dernières tranches des crédits accordés au titre de la gestion 2021 au PNDF VLOT : filière viandes et lait.	300 000 000
PNDF (ATDA 6)	Mandatement de fonds représentant les deux dernières tranches des crédits accordés au titre de la gestion 2021 au PNDF Palmier à huile.	200 000 000
PNDF VLOT	Mandatement de fonds représentant les deux premières tranches des crédits accordés au titre de la gestion 2021 au PNDF VLOT : Filière œuf de table.	300 000 000
PNDF (ATDA 2)	Mandatement de fonds représentant les deux premières tranches des crédits accordés au titre de la gestion 2021 au PNDF : Filière viande et lait.	300 000 000

PNDF (ATDA 7)	Mandatement de fonds représentant les deux premières tranches des crédits accordés au titre de la gestion 2021 au PNDF Aquaculture.	500 000 000
PNDF (ATDA 6)	Mandatement de fonds représentant les deux tranches des crédits accordés au titre de la gestion 2021 au PNDF Filière Palmier à huile.	200 000 000
PNDF (ATDA 1)	Mandatement de fonds représentant les deux premières tranches des crédits accordés au titre de la gestion 2021 au PNDFC : Filière produits maraichers.	99 586 000
PNDF IRRIGATION	Mandatement de fonds représentant les deux dernières tranches des crédits accordés au titre de la gestion 2021 au programme de développement de l'irrigation.	450 000 000
	TOTAL ATDA ET PNDF	**12 782 214 000**
ANSSP	Mandatement de fonds représentant la totalité de la subvention de l'état à l'Agence Nationale des Soins de Santé Primaires (ANSSP) au titre de 2021	2 631 014 000
ANSSP	Mandatement de fonds représentant le reste de la subvention de l'Etat au programme de la promotion de l'hygiène et de l'assainissement (PPHA) au profit de l'Agence Nationale des Soins de Santé Primaires (ANSSP) au titre de 2021.	50 000 000
	TOTAL ANSSP	**2 681 014 000**
ANSSF	Mandatement de fonds destinés à la subvention allouée au titre du 1er semestre 2021.	111 250 000
ANSSF	Mandatement de fonds destinés à la subvention accordée au titre du 2ème trimestre 2021.	111 250 000

ANSSF	Mandatement de fonds destinés à la subvention accordée au titre du 4ème trimestre 2021.	111 250 000
ANSSF	Mandatement de fonds destinés à la subvention accordée au titre du 3ème trimestre 2021.	111 250 000
	TOTAL ANSSF	**445 000 000**
ANTS	Mandatement de fonds représentant la totalité de la subvention accordée à ANTS	1 020 000 000
ANTS	Mandatement de fonds représentant la totalité de la subvention accordé à l'ANTS	200 000 000
	TOTAL ANTS	**1 220 000 000**
AISEM	Mandatement de fonds représentant les 100% des fonds transférés au PNCEFFS au profit d'AISEM au titre de 2021	2 710 000 000
AISEM	Mandatement de fonds représentant les 100% des fonds transférés au PNRCCH au profit d'AISEM au titre de 2021	2 300 000 000
AISEM	Mandatement de fonds représentant la totalité des crédits transférés au profit du PERFS-B au titre de 2021	120 000 000
AISEM	Mandatement de fonds représentant la totalité des crédits transférés au profit de l'AISEM au titre de 2021	501 964 000
	TOTAL AISEM	**5 631 964 000**
INSTad	Mandatement de fonds destinés à la subvention allouée au titre du 2ème semestre 2021.	700 000 000
INSTad	Mandatement de fonds des ressources complémentaires destinés à la subvention 2021.	500 000 000
	TOTAL INSTad	**1 200 000 000**

ANDF	Mandatement de fonds destinés à la subvention accordée au titre du 1er trimestre 2021.	56 243 500
ANDF	Mandatement de fonds destinés à la subvention accordée au titre du 2ème et 3éme trimestre 2021.	112 487 000
ANDF	Mandatement de fonds destinés à la subvention accordée au titre du 4éme trimestre 2021.	56 243 500
	TOTAL ANDF	**224 974 000**
CNA	Mandatement de fonds représentant la moitié de la subvention accordée à la Chambre Nationale d'Agriculture (CNA) au titre de la gestion 2021.	175 000 000
CNA	Mandatement de fonds représentant la deuxième moitié de la subvention accordée à la Chambre Nationale d'Agriculture (CNA) du bénin au titre de la gestion 2021.	175 000 000
	TOTAL CNA	**350 000 000**
CMPS	1ER QUART DE LA SUBVENTION D'EXPLOITATION au profit de la **Caisse Mutuelle de Prévoyance Sociale (CMPS)**	75 000 000
CMPS	2eme QUART DE LA SUBVENTION D'EXPLOITATION au profit de la **Caisse Mutuelle de Prévoyance Sociale (CMPS)**	75 000 000
CMPS	3eme QUART DE LA SUBVENTION D'EXPLOITATION au profit de la **Caisse Mutuelle de Prévoyance Sociale (CMPS)**	75 000 000
CMPS	4eme QUART DE LA SUBVENTION D'EXPLOITATION au profit de la **Caisse Mutuelle de Prévoyance Sociale (CMPS)**	75 000 000
	TOTAL CMPS	**300 000 000**
FNDA	Mandatement de fonds représentant les premier et deuxième quart de la subvention accordée au FNDA au titre de la gestion 2021.	889 750 000

FNDA	Mandatement de fonds représentant les deux dernières tranches de la subvention accordée au FNDA au titre de la gestion 2021.	889 750 000
	TOTAL FNDA	**1 779 500 000**
INRAB	Mandatement de fonds représentant la deuxième tranche de la subvention accordée à l'INRAB au titre de la gestion 2021 pour le fonctionnement.	519 800 000
INRAB/PAPA	Mandatement de fonds représentant la 3ème tranche de la subvention accordée à l'INRAB au titre de la gestion 2021 au PAPA.	56 250 000
INRAB PAPA	Mandatement de fonds représentant la deuxième tranche de la subvention accordée à l'INRAB au titre de la gestion 2021 au profit du PAPA.	56 250 000
INRAB CRA	Mandatement de fonds représentant la deuxième tranche de la subvention accordée à l'INRAB au titre de la gestion 2021 au profit des laboratoires du CRA-Agonkanmey.	50 000 000
	TOTAL INRAB	**682 300 000**
CENTIF	Mandatement de fonds destinés à la subvention allouée au titre du 1er semestre 2021.	160 000 000
CENTIF	Mandatement de fonds destinés à la subvention allouée au titre du 2ème semestre 2021.	160 000 000
	TOTAL CENTIF	**320 000 000**
LCSSA	Mandatement de fonds représentant les deux premiers quarts de la subvention accordée au LCSSA au titre de la gestion 2021.	433 250 000

LCSSA	Mandatement de fonds représentant les deux dernières tranches de la subvention accordée au LCSSA au titre de la gestion 2021.	433 250 000
PNDMA	Mandatement de fonds représentant les 1er et 2ème quart des crédits accordés au Politique Nationale de Développement de la Mécanisation Agricole (PNDMA) au titre de la gestion 2021.	550 000 000
PNDMA	Mandatement de fonds représentant les deux dernières tranches des crédits accordés au titre de la gestion 2021 au Programme National de Développement de la Mécanisation Agricole (PNDMA)	550 000 000
	TOTAL PNDMA	**1 966 500 000**
ABeGIEF	Mandatement des subventions au titre 2021	20 000 000
ABeGIEF	Mandatement des transferts en capital au titre 2021	1 500 000 000
	TOTAL ABeGIEF	**1 520 000 000**
PAEI	Mandatement des fonds relatifs aux 1e, 2e, 3e et 4equarts la subvention allouée au fonctionnement du Programme d'Appui à l'Emploi Indépendant (PAEI)	90 000 000
FDA	Mandatement des fonds relatifs aux 1e, 2e, 3e et 4equarts de la subvention allouée au fonctionnement du Fonds pour le Développement de l'Artisanat (FDA)	451 500 000
CPA	Mandatement des fonds relatifs aux 1e et 2e, 3e et 4equarts de la subvention allouée au fonctionnement du Centre de Promotion de l'Artisanat (CPA)	62 000 000

OBSVJ	Mandatement des fonds relatifs aux 1e et 2eet 3equarts de la subvention allouée au fonctionnement de l'Office Béninois des Services de Volontariat des Jeunes (OBSVJ)	263 250 000
ADEJ	Mandatement des fonds relatifs aux1e et 2e, 3e et 4e quarts de la subvention allouée au fonctionnement de l'Agence de Développement de l'Entreprenariat des Jeunes (ADEJ)	855 000 000
MCVDD (Transfert en capital)	Projet de construction et d'équipement de la résidence du ministre des affaires étrangères et de la coopération	600 000 000
STP-CNOS	Mandatement de fonds représentant le troisième quart de la subvention d'exploitation au profit du STP-CNOS au titre de la gestion 2021.	82 500 000
ARCHA	Transfert en capital de la 1ère , 2ème, 3ème et 4ème tranche	1 500 000 000
ARPN	Transfert en capital de la 1ère tranche pour la réalisation du projet	68 750 000
ACVDT	Transfert en capital dans le cadre de la construction de l'hôtel SOFITEL	1 548 620 758
SGDS-GN	Transfert de fonds dans le cadre de l'exécution des activités de la Société de Gestion des Déchets et de la Salubrité Urbaine dans le Grand Nokoué.	3 500 000 000
ACVDT	Transfert en capital dans le cadre de la mise en œuvre du projet de modernisation et de construction des marchés régionaux	16 093 000 000
ANAEP-MR	Transfert en capital de ressources pour travaux d'alimentation en eau potable	200 280 220
CONTRELEC	Mise à disposition de la subvention au titre du 1er semestre 2021	90 000 000

MCA	Contribution du Bénin au titre de 2021 pour l'accord de don entre les USA et le Bénin	500 000 000
CGA	Mandatement de fonds destinés à la subvention accordée au titre du 1er semestre 2021.	100 000 000
UT-FED	Mandatement de fonds destinés à la subvention accordée au titre du 1er trimestre 2021.	417 000 000
FAAPLN	Mandatement de fonds pour le paiement de la deuxième tranche de la subvention au FAAPLN pour le compte de la gestion 2021.	90 855 000
FODEFCA	Mandatement de la subvention d'exploitation allouée au FODEFCA au titre de la gestion 2021	262 500 000
EFPEEN	Paiement du premier quart de la subvention allouée à l'EFPEEN au titre de la gestion 2021.	200 000 000
ACISE	Mandatement de fonds au profit de l'ACISE pour la mise en œuvre du projet de construction, de réhabilitation et d'équipement des infrastructures d'ETFP Gestion 2021	3 617 526 000
Office du Baccalauréat	Mandatement de fonds dans le cadre de l'organisation du test de sélection complémentaire d'aspirants au métier d'enseignants au profit du MESTFP de la gestion 2021.	117 542 945
INIFRCF	Mandatement de fonds au profit de l'INIFRCF dans le cadre de la formation des aspirants aux métiers d'enseignants au titre de la gestion 2021.	99 599 000
CPPE	Mandatement de fonds au profit du CPPE de la quatrième tranche de la subvention d'exploitation au titre de la gestion 2021.	30 582 750
ANPC	Mandatement des subventions au titre 2021	240 000 000

CDSP	Mandatement des subventions au titre de 1er, 2ème et 3ème trimestre 2021	187 500 000
ENSAP	Mandatement des subventions au titre de 1er, 2ème et 3ème trimestres 2021	30 000 000
ENSAP	Mandatement des subventions au titre de 1er et 2ème trimestres 2021	20 000 000
	TOTAL ENSAP	**31 318 006 673**
OBSSU	Transfert en capital au profit de l'OBSSU	1 760 000 000
OBSSU	1 er 2ème 3ème et 4ème quart de subvention allouée à l'OBSSU	785 055 000
	TOTAL OBSSU	**2 545 055 000**
Agence Nationale de la Météorologie	Contribution de l'Etat aux activités de la météorologie au titre des 4 trimestres 2021	90 000 000
APB	Transfert de Fonds	3 446 180 000
ANEPIJ	Transfert de Fonds	65 000 000
ANSSI	Fonds destinés aux transferts en capital des projets au titre du 1ER, 2ème, 3ème et 4ème trimestre 2021	1 580 000 000
ASSI	Fonds destinés aux transferts en capital des projets au titre du 1ER, 2ème, 3ème et 4ème trimestre 2021	2 095 000 000
PSP-GCT	Mandatement de fonds représentant la totalité des crédits transférés au profit du PSP-GCT au titre de 2021	150 000 000
ABRP	Mandatement de fonds représentant les 100% de la subvention de fonctionnement au profit d'ABRP au titre de 2021	1 274 336 000

ANCQ	Mandatement de fonds représentant les 100% de la subvention de fonctionnement au profit d'ANCQ au titre de 2021	500 000 000
SAMU	Mandatement de fonds représentant le 4ème quart de la subvention de l'Etat au fonctionnement de SAMU au titre 2021	200 000 000
OGSB	4 tranches de la subvention allouée à l'OGSB	100 000 000
OCJ	1ère 2ème et 3ème tranche de subvention allouée à l'OCJ	37 500 000
FNDAJSL	1er , 2ème , 3ème et 4ème quart de la subvention allouée au FNDAJL	600 000 000
FNDAJSL	Transfert en capital au profit du FNDAJSL	500 000 000
	TOTAL FNDAJSL	**10 638 016 000**
INFOSEC	1er QUART DE LA SUBVENTION D'EXPLOITATION	25 000 000
INFOSEC	2eme QUART DE LA SUBVENTION D'EXPLOITATION	25 000 000
	TOTAL INFOSEC	**50 000 000**
PCAS	Transfert en capital au profit de l'ACVDT	4 000 000 000
PDPSB	Transfert en capital au profit de l'ACVDT pour exécution du projet de construction de 22 stade communaux	6 200 000 000
CNDS	Moitié de la subvention allouée au **Conseil National du Dialogue Social** (CNDS) au titre de la gestion 2021	90 000 000
APIEX	Mandatement de fonds au profit de l'APIEX au titre de l'année 2021	1 164 112 000
ADSC	Mandatement de fonds pour la subvention de l'ADSC/PR au titre de l'année	1 100 000 000

ADN	Mandatement des quatre quarts des subventions accordées à l'ADN au titre de l'année 2021	800 000 000
ANT	Mandatement de fonds au profit de l'ANT au titre de l'année 2021	250 000 000
ANIP	Réservation de crédit pour la subvention allouée à l'ANIP au titre de l'année 2021	500 000 000
ANSSI	Mandatement de fonds pour la subvention de l'ANSSI/PR au titre de l'année 2021	750 000 000
ANSALB	Mandatement de fonds au profit de l'ANSALB au titre de l'année 2021	181 795 000
ACISE	Mandatement de fonds au profit de l'ACISE au titre de l'année 2021	700 000 000
ASSI	Mandatement de fonds au profit de l'ASSI au titre de l'année 2021	1 200 000 000
ARMP	Mandatement de fonds au profit de l'ARMP au titre de l'année 2021	335 102 000
ANCAEM	Mandatement de fonds au profit de l'ANCAEM au titre de l'année 2021	200 000 000
ARE	Mandatement de fonds au profit de l'ARE au titre de l'année 2021	109 134 000
ANAEPMR	Mandatement de fonds pour la subvention de l'ANAEP-MR/PR au titre de l'année 2021	600 000 000
ACVDT	Mandatement de fonds au profit de l'ACVDT au titre de l'année 2021	1 300 000 000
ANPT/PR	Mandatement de fonds pour la subvention de l'ANPT/PR au titre de l'année 2021	850 000 000
APDP	Mandatement au profit de l'ex-CNIL, au titre de l'année 2021	467 277 000

INPF	Mandatement de fonds au profit de l'INPF au titre de l'année 2021	45 344 500
CAN	Mandatement de fonds pour la subvention du CAN/PR au titre de l'année 2021	54 153 000
CNE	Mandatement de fonds pour la subvention du CNE/PR au titre de l'année 2021	633 928 000
ANAPES	Mandatement de fonds au profit d'ANAPES au titre de l'année 2021	100 000 000
ANSR	Mandatement de fonds au profit de l'ANSR au titre de l'année 2021	300 000 000
ADET	Mandatement de fonds pour la subvention de l'ADET/PR au titre de l'année 2021	264 128 580
	TOTAL AGENCES DIVERSES	**22 194 974 080**
CNLS-TP	Mandatement de fonds au profit du CNLS-TP au titre de l'année 2021	1 918 841 000
	TOTAL CNLS-TP	**1 918 841 000**
	TOTAL	**105 343 483 753**

Source : Rapports d'activités des structures contrôlées au titre de 2021

TABLEAU N°7 : Articles non répertoriés à insérer dans le RPR

Incohérences relevées	Nouvelles propositions d'articles à insérer	Observations
Article non répertorié	Rapport sur la santé maternelle et infantile C6 triple carboné.	Demande d'homologation de prix.
Article non répertorié	Carnet de santé nouvelle.	Demande d'homologation de prix.
Article non répertorié	Registre SMI CS.	Demande d'homologation de prix.
Article non répertorié	Registre de gestion des tickets valeurs 200 pages.	Demande d'homologation de prix.
Article non répertorié	Rapport sur la santé maternelle et infantile C7 triple carboné.	Demande d'homologation de prix.
Article non répertorié	Location de chaise.	Demande d'homologation de prix.
Article non répertorié	Location de grande bâche.	Demande d'homologation de prix.
Article non répertorié	Location de podium.	Demande d'homologation de prix.
Article non répertorié	Sonorisation et impresario.	Demande d'homologation de prix.
Article non répertorié	Confection de banderoles	Demande d'homologation de prix.
Article non répertorié	Confection de Tee-shirts	Demande d'homologation de prix.
Article non répertorié	Location bus de 60	Demande d'homologation de prix.

Article non répertorié	Achat de kits scolaires pour les enfants (sac+ cahiers + vrai dessinateur)	Demande d'homologation de prix.
Article non répertorié	Location barque	Demande d'homologation de prix.
Article non répertorié	Carte infantile garçon	Demande d'homologation de prix.
Article non répertorié	Carte infantile fille	Demande d'homologation de prix.
Article non répertorié	Edition de l'annuaire des statistiques sanitaire 2019 de 179 pages imprime en quadrichromie sur papier couche 135 gramme	Demande d'homologation de prix.
Article non répertorié	Toner HP26 A CF 226A 203 A noir (original)	Demande d'homologation de prix.
Article non répertorié	Poivre en tohoungolo	Demande d'homologation de prix.
Article non répertorié	Oignon en kg	Demande d'homologation de prix.
Article non répertorié	Ail en tohoungolo	Demande d'homologation de prix.
Article non répertorié	Huile végétale FLUDOR bidon de 25 litres	Demande d'homologation de prix.
Article non répertorié	Huile d'arachide naturelle bidon de 25L	Demande d'homologation de prix.
Article non répertorié	Tomate en boite de 2200g carton de 06 unités	Demande d'homologation de prix.
Article non répertorié	Sardine à huile carton de 50 unités	Demande d'homologation de prix.

Article non répertorié	Gari fin sac de 100kg	Demande d'homologation de prix.
Article non répertorié	Haricot rouge sac de 100kg	Demande d'homologation de prix.
Article non répertorié	Haricot blanc sac de 100kg	Demande d'homologation de prix.
Article non répertorié	Soja sac de 100 kg	Demande d'homologation de prix.
Article non répertorié	Lait en poudre sac de 50kg	Demande d'homologation de prix.
Article non répertorié	Poisson fumée en tohoungolo	Demande d'homologation de prix.
Article non répertorié	Crevette fumée en tohoungolo	Demande d'homologation de prix.
Article non répertorié	Lait concentré bonnet rouge	Demande d'homologation de prix.
Article non répertorié	Turbo compresseur TD 03 L4-09 GK-2 pour véhicule 4X4 FORD	Demande d'homologation de prix.
Article non répertorié	Chaise motrice & guide chaine pour véhicule 4X4 FORD.	Demande d'homologation de prix.
Article non répertorié	Huile à moteur vulcan HD 50 bidons de 5 litres	Demande d'homologation de prix.
Article non répertorié	Cartouche d'encre imprimante HP 402 dne 26A	Demande d'homologation de prix.
Article non répertorié	Cartouche d'encre color Laser jet pro M 254 dw black 203 A (complet)	Demande d'homologation de prix.
Article non répertorié	scie à ruban	Demande d'homologation de prix.

Article non répertorié	Amortisseur arrière et devant	Demande d'homologation de prix.
Article non répertorié	NISSAN PATROL (paire).	Demande d'homologation de prix.
Article non répertorié	Parebrise TATA.	Demande d'homologation de prix.
Article non répertorié	Filtre à huile TATA.	Demande d'homologation de prix.
Article non répertorié	Filtre à gas oil TATA.	Demande d'homologation de prix.
Article non répertorié	Mécanisme d'embraye original TATA.	Demande d'homologation de prix.
Article non répertorié	Filtre à gaz Land cruiser.	Demande d'homologation de prix.
Article non répertorié	Patin de freinage Land cruiser (Paire).	Demande d'homologation de prix.
Article non répertorié	Balai essuie-glace (paire).	Demande d'homologation de prix.
Article non répertorié	Cric hydraulique 5 et 10 tonnes.	Demande d'homologation de prix.
Article non répertorié	Ampoule H4 NISSAN PATROL.	Demande d'homologation de prix.
Article non répertorié	Quittancer 4feuilles.	Demande d'homologation de prix.
Article non répertorié	Ordonnancier 4feuillets.	Demande d'homologation de prix.
Article non répertorié	Lits métalliques de production locale.	Demande d'homologation de prix.

Article non répertorié	Estampillage (Marquage).	Demande d'homologation de prix.
Article non répertorié	Transport des lits sur les différents sites.	Demande d'homologation de prix.
Article non répertorié	Gaz R404.	Demande d'homologation de prix.
Article non répertorié	Résistance dégivrage.	Demande d'homologation de prix.
Article non répertorié	Tuyau de 328- collier.	Demande d'homologation de prix.
Article non répertorié	Patte basic.	Demande d'homologation de prix.
Article non répertorié	Moteur compresseur 1/3 R134	Demande d'homologation de prix.
Article non répertorié	Filtre accumulateur	Demande d'homologation de prix.
Article non répertorié	Kg de gaz R134	Demande d'homologation de prix.
Article non répertorié	Refroidisseur	Demande d'homologation de prix.
Article non répertorié	Baguette acétylène	Demande d'homologation de prix.
Article non répertorié	Butane	Demande d'homologation de prix.
Article non répertorié	Valve de charge	Demande d'homologation de prix.
Article non répertorié	Soude pour nettoyage des circuits	Demande d'homologation de prix.

Article non répertorié	Construction de placards de rangement en agglomérés de 12 cm	Demande d'homologation de prix.
Article non répertorié	Fourniture et pose fenêtre de 150 cm*120cm	Demande d'homologation de prix.
Article non répertorié	Enseigne lumineuse	Demande d'homologation de prix.
Article non répertorié	Porte grille métallique	Demande d'homologation de prix.
Article non répertorié	Grille pour fenêtre trois vons	Demande d'homologation de prix.
Article non répertorié	Fil tout couleur pour tissage (douzaine)	Demande d'homologation de prix.
Article non répertorié	Table de mixage de 24 ports	Demande d'homologation de prix.
Article non répertorié	Dispositif de lavage de main avec sceau	Demande d'homologation de prix.
Article non répertorié	Micro baladeur WHF WIRELESS	Demande d'homologation de prix.
Article non répertorié	Fourniture et installations de speaker PA système qualité SOUN COLUMN MODEL SCM 30XT WATT y compris toutes sujétions	Demande d'homologation de prix.
Article non répertorié	STATION DE BASE BTS EN AIRMAX AC 2.4GHZ, AIRMAX ROCKET M2 AC	Demande d'homologation de prix.
Article non répertorié	SECTORIELLE AM-2.4G20-120°	Demande d'homologation de prix.
Article non répertorié	CPE EXTERIEUR UBIQUITI AIRMAX NANOSTATION M2 avec ANTENNE INTEGREE	Demande d'homologation de prix.

Article non répertorié	COMMUTATEUR RACKABLE UNIFI 16 PORTS GIGABIT POE+1 PORT SFT 1U	Demande d'homologation de prix.
Article non répertorié	MIKROTIK ROUTEUR 10 ETH. RB2011 OS L5	Demande d'homologation de prix.
Article non répertorié	PDU 8PORTS 19" RACKABLE	Demande d'homologation de prix.
Article non répertorié	PARASURTENSEUR TELECOM GIGA RJ45	Demande d'homologation de prix.
Article non répertorié	JARRETIERE DE 5M CAT 6, MONOBRIN, FTP	Demande d'homologation de prix.
Article non répertorié	TOURET DE CABLE CAT6A, MONODRIN, FTP, OUTDOOR, ANTI-UV	Demande d'homologation de prix.
Article non répertorié	SACHET DE CONNECTEUR RJ45 CAT6 FTP	Demande d'homologation de prix.
Article non répertorié	MOULURES MONO BANDE 16/25	Demande d'homologation de prix.
Article non répertorié	ROUTEUR ADSL/N	Demande d'homologation de prix.
Article non répertorié	Câble tête	Demande d'homologation de prix.
Article non répertorié	AP UNIFI AC LITE PRO	Demande d'homologation de prix.
Article non répertorié	INVERSEUR TETRA 63 AMANUEL	Demande d'homologation de prix.
Article non répertorié	FICHE DE 16 pour installer groupe électrogène	Demande d'homologation de prix.
Article non répertorié	Carnet de reçu de garde vélo	Demande d'homologation de prix.
Article non répertorié	Cahier de brailles 50 Pages	Demande d'homologation de prix.
Article non répertorié	Cahier de brailles 100 Pages	Demande d'homologation de prix.

Source : Rapports d'activités des structures contrôlées au titre de 2021

TABLE DES MATIERES

GESTION DES MODIFICATIONS **2**

SOMMAIRE **4**

INTRODUCTION **5**

I. TENUE DE LA COMPTABILITE DES DEPENSES 7

II. POINT DES ECONOMIES REALISEES 8

A. POINT DES ECONOMIES REALISEES SUR LES DOSSIERS DE GRE A GRE APRES AVIS D'HOMOLOGATION DE PRIX DONNE PAR LA DIRECTION NATIONALE DU CONTROLE FINANCIER 9

B. POINTS DES ECONOMIES REALISEES SUR LES DOSSIERS DE COMMANDES APRES AVIS D'HOMOLOGATION DE PRIX DE LA DNCF 9

C. LES ECONOMIES ENREGISTREES SUR LES REJETS DE DOSSIERS 9

III. ENGAGEMENT EN DEPASSEMENT DE CREDITS 10

IV. SITUATION DES FONDS TRANSFERES AUX AGENCES 10

V. SYNTHESE DES SEANCES D'APPUI-CONSEILS 10

VI. IRREGULARITES ET RISQUES 11

A. IRREGULARITES 11

B. RISQUES 12

VII. SYNTHESE DES OBSERVATIONS SUR L'UTILISATION DU RPR 13

VIII. SYSTEME D'ENCADREMENT DES MISSIONS OFFICIELLES (SEMO) 13

IX. SYSTEME DE COSTING PAR LE REFERENTIEL (SYCOREF) 14

X. RECOMMANDATIONS 15

XI. DIFFICULTES RENCONTREES ET SUGGESTIONS 18

A. DIFFICULTES RENCONTREES 18

1. Difficultés rencontrées avec les structures contrôlées 18
2. Difficultés propres à la Direction Nationale du Contrôle Financier 19

B. SUGGESTIONS 20

CONCLUSION **21**

ANNEXE **22**

TABLE DES MATIERES **81**